

page 12: Une interview exclusive de l'U.P.C.

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 530 - 1,50 F
JEUDI 16 MARS 1972



RENAULT



Le sens du combat

Soutien au Larzac dans le Tarn

Quatre militants basques luttent contre l'expulsion

Depuis le 1^{er} mars, quatre militants basques — Aracama, Iriarte, Cabases et Uribarri — font la grève de la faim en l'église Saint-Lambert de Paris (1). Ils résistent ainsi, avec l'appui d'un comité de soutien (2), à l'arrêt d'expulsion pris à leur rencontre par Marcellin. Tous quatre sont pourtant munis de cartes de réfugiés politiques.

C'est pour avoir fait passer à l'un d'eux la frontière franco-espagnole — l'arrachant ainsi aux griffes de la police franquiste — qu'ils ont été, en octobre dernier, traduits devant la justice française. Condamnés à trois mois de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction de séjour — alors que la peine prévue pour ce délit (!) n'est que de quinze jours de prison avec amende — ils ont encore vu ce verdict aggravé par Marcellin, qui exige leur expulsion.

Cette recrudescence de la répression contre les anti-franquistes ne peut étonner. Depuis plusieurs mois, polices française et espagnole travaillent la main dans la main. Un contact a été établi en décembre 1970. Il est renoué maintenant chaque matin. Pour appuyer cette politique de coopération, la presse madrilène réclame à cor et à cri « le nettoyage de la frontière franco-espagnole de ses éléments indésirables ».

Et elle obtient satisfaction ! Arrestations arbitraires, assignations à résidence, interdictions de séjour en pays basque français, menaces diverses sur les conjoints, pressions sur les familles : tel est le lot quotidien des militants basques réfugiés en France.

Des faits très précis le prouvent :

— En décembre 70, dix

évadés de la prison de Bilbao sont assignés à résidence pour huit mois sous la pression directe du gouvernement espagnol.

— Egalement assignés à résidence : Monzon et Tailardogui, dirigeants « d'Anai-Artes ».

— L'été dernier, Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., est expulsé de France.

— Le 23 octobre dernier, encore Bonifacio Hasado, mineur asturien de 54 ans est kidnappé par les flics franquistes alors qu'il attendait sa fille sur le quai de la gare d'Hendaye, en territoire français. Les gendarmes français, témoins de l'enlèvement, ne bougent pas.

Par leur résistance acharnée à l'oppression franquiste, les nationalistes basques gênent le gouvernement français qui cherche à consolider ses liens économiques et militaires avec Franco.

A l'heure où la police espagnole ouvre le feu sur les ouvriers, Marcellin est aujourd'hui déterminé à en finir avec la résistance anti-franquiste. Déjà, Eduardo Blanco, envoyé spécial de Madrid, lui a fourni une liste de 188 noms de militants dont il veut obtenir l'extradition.

Seule la solidarité des travailleurs et des étudiants français peut tenir Marcellin en échec. Ce combat est une de nos priorités.

Refusons les expulsions.
Refusons les extraditions.
Refusons les assignations à résidence.

Julien Cossou.

(1) Eglise Saint-Lambert - 117, rue Blomet, Paris XV^e.

(2) P.S.U., Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, A.J.S., A.M.R., Cause du Peuple, Révolution, O.R.A., Secours Rouge, ainsi que des organisations de la péninsule hispanique.

A la suite d'une rencontre entre des militants P.S.U., de la Cause du Peuple et de Luttes occitanes, fin janvier, il avait été décidé d'organiser un comité de soutien aux paysans du Larzac. Début février, il y eut une rencontre plus large avec des militants syndicalistes ouvriers et paysans, des membres de la Ligue et des inorganisés, à Albi. Il fut décidé de créer un comité de soutien départemental en développant les comités de base, en s'efforçant d'oublier tout esprit de boutique. Deux objectifs furent définis : commencer à sensibiliser l'opinion dans le Tarn sur le problème du Larzac, grâce à une campagne dans tout le département : distribution de tracts, slogans... Faire venir un militant paysan de l'Aveyron, afin de mieux s'informer, pour développer la campagne d'explication.

C'est ainsi que, samedi 26 février, eut lieu à Albi la constitution du comité de soutien au Larzac avec la venue de Massebiau, militant paysan F.D.S.E.A. engagé avec ses camarades dans la lutte pour défendre l'outil de travail. Nous sommes quatre-vingts personnes attentives, des militants paysans, ouvriers, agriculteurs, intellectuels, jeunes et adultes. Il y a eu dans la semaine des interventions des Renseignements généraux, des problèmes de salle ! et deux militants maoïstes qui distribuaient des tracts sur un marché amenés au poste de police. Pratiques inhabituelles dans le département. Massebiau s'est attaché avec humour et bonhomie à expliquer la situation des agriculteurs du Larzac et leur lutte. Un militant décidé qui, sans grandes phrases, répond tout de suite aux questions et démystifie une question que la grande presse ou la télévision s'efforcent d'obscurcir : « L'armée n'est pas une industrie motrice. Voyez Canjuers dans le Var. Le pays est un désert aujourd'hui. Les agriculteurs du Larzac, ils ne coûtent rien à l'Etat, à la différence d'autres (sans doute ceux qui profitent de la concertation). Nous sommes jeunes et dynamiques. On a montré à la télévision surtout des vieux,

ce qui n'était pas significatif de la réalité. Les paysans sont-ils déterminés ? Oui, on s'habitue aux tracasseries policières... et puis, un pouvoir qui éprouve le besoin de renouveler ses promesses n'est pas sûr de son bon droit. Contrairement à ce que voulait l'U.D.R., les agriculteurs du Larzac et une partie de plus en plus importante de l'Aveyron ne croient pas que le développement du camp entraînerait création d'emplois ni prospérité, sauf le maire de La Cavalerie, intendat du camp, et quelques commerçants qui s'illusionnent. Quant au ministre Debré, il a déjà changé d'avis plusieurs fois sur d'autres questions. (Se souvenir de l'Algérie.) »

Je ne sais s'il faut classer le militant qui nous parle parmi les réformistes ou les révolutionnaires !... En tout cas, il s'agit d'un homme résolu qui se sait solidaire et soutenu par 95 % des vrais agriculteurs du Larzac. Les Aveyronnais sont des hommes décidés et ils aiment l'efficacité. De vrais paysans en lutte aujourd'hui.

Le débat qui suit est fort intéressant. Explication franche entre les divers militants : les liaisons avec le sud du département sont à améliorer et certaines erreurs à ne pas renouveler ; les syndicalistes insistent sur la nécessité du travail d'explication dans les organisations, des militants révolutionnaires amènent leur enthousiasme et leur désir d'agir : ils ont fait un gros travail de propagande. Tout cela fait un assez bon ensemble. Le Comité de soutien du Larzac dans le Tarn poursuivra son travail d'explication, le développement des comités de base en liaison avec ceux qui luttent aux avant-postes dans l'Aveyron et qu'il faut soutenir, par des actions concertées, le moment venu. L'intervention d'un camarade C.F.D.T. de Renault qui explique le climat qui règne dans cette entreprise depuis des mois apporte une bonne conclusion à cette réunion : Ouvriers-paysans, même combat !

André CROSTE.

VIENT DE PARAITRE

7^e CONGRES DU P.S.U.

LILLE - JUIN 1971

LE ROLE DU P.S.U.

LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire F 4,00
par 10 exemplaires F 3,50
par 50 exemplaires F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :
TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vailant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Sainlonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro :
A.F.P. (p. 8), Giovanni Zamperi (p. 8), Hugues Hachelot (p. 11).
Le journal réserve ses droits sur les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

La vieille fille

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Expliquer avec acharnement

Christian Guerche

Au soir de la mort de René-Pierre Overney, un certain nombre de commentateurs, s'appuyant sur les déclarations du Parti Communiste et de la C.G.T., ont pu écrire : « Pierrot deux fois mort ». Ils voulaient par-là signifier que le Parti Communiste restait le grand maître du jeu pour tout ce qui concerne le mouvement ouvrier et qu'en tout état de cause, s'il ne pouvait pas isoler l'extrême-gauche, il saurait en tout cas la contenir.

Quinze jours après, l'ensemble du mouvement ouvrier manifeste des divergences mais pas exactement celles dont le P.C.F. rêvait. Il avait cru pouvoir, en maniant l'insulte, la fausse information, la déclaration de principe, qui travestit pour l'essentiel les principes dont on se réclame, il avait donc cru qu'il allait en finir — et une fois pour toutes — avec l'immense élan qui était né dans ce pays, en 1968.

Mieux, il espérait mettre un point final à la marée contestataire — dont il fallait bien tenir compte — qui envahit la classe ouvrière, les paysans, la jeunesse, les étudiants, les femmes, les facultés, les lycéens, les cadres, les commerçants, etc.

Parti de gouvernement, s'affichant comme tel, le P.C.F. entendait « courageusement » prendre ses responsabilités et arrêter net tout à la fois la course vers la « nouvelle société » de Chaban-Delmas, à qui il entendait donner un contenu plus « démocratique » et plus « responsable », et l'irrépressible montée d'un mouvement révolutionnaire, certes hétérogène, certes traversé de difficultés, mais qui avait su soudain retrouver dans l'action une certaine unité, suffisante au moins pour développer dans la rue des mouvements d'une ampleur qui n'était pas connue depuis mai 1968.

Pour ce travail, il avait besoin de l'appui d'autres organisations réformistes, en particulier du P.S. Il recherchait aussi le contact avec la C.F.D.T. qu'il sait traversée de courants contradictoires, mais dont il espère que la C.G.T. pourra sur le terrain, vaincre les hésitations.

Nous voici à trois semaines des premiers événements et force est de constater que, malgré l'erreur politique qu'a pu constituer l'enlèvement de R. Nogrette, toute la manœuvre du P.C.F. a échoué.

Disons-le ici très clairement, nous nous réjouissons de cet échec. Mais dans le même temps, nous ne saurions jamais dire avec assez de force

que l'attitude, l'analyse et la pratique du P.C.F. ne nous réjouit pas. Tout simplement parce que nous connaissons son influence sur une large partie de la classe ouvrière et qu'il nous est impossible d'accepter, comme fait accompli, l'irréversible coupure qu'il voudrait introduire en son sein.

Certes nous savons qu'à des moments donnés, cette coupure doit intervenir, et se situer entre forces réformistes et forces révolutionnaires. Mais la vérité aujourd'hui est que le P.C.F., veut rallier à lui l'ensemble des forces réformistes, pour mieux écraser le mouvement révolutionnaire, même si celui-ci n'en est qu'à une difficile, très difficile gestation.

Or les forces réformistes ont dit non, et créent ainsi une situation nouvelle.

D'abord oser

C'est que toute la démarche du P.C.F. devient anachronique et inadaptée. Nous l'avons souvent dit, l'action du P.C.F. n'est pas du type réformiste classique.

Mais elle s'est fermée et les voies révolutionnaires et le réformisme musclé. Le développement des sociétés capitalistes, avec tous les éléments de crise qu'elles comportent, met à jour un certain nombre de phénomènes que seuls des réformistes ou des révolutionnaires conséquents peuvent prendre en charge, pour leur donner une solution bien entendue différente.

Le P.C.F. pour sa part, incapable de choisir entre les deux voies, ne serait-ce que parce que sa nature et sa composition l'en empêchent, a simplement décidé de se « moderniser ». De la société de consommation il a retenu les techniques de vente. Aujourd'hui, il se vend et vend son programme comme produit de grande consommation. Il n'est nul besoin de connaître les pratiques élémentaires de la publicité pour savoir qu'il lui faut chaque fois imposer un produit, en osant sur la présentation, mais en rassurant sur le contenu. Le petit livre orange et son lancement participent très exactement de ce double critère. Les exemplaires vendus s'accompagnent de mille grâces et déclarations, toutes plus « matignonnesques » les unes que les autres.

Seulement ce pays connaît depuis maintenant assez longtemps ces techniques, pour qu'il réalise ce qu'elles ont d'aliénant.

Le « ras le bol » qui monte du pays demande qu'il soit répondu autrement aux sentiments qu'il exprime de manière, il est vrai, élémentaire. Et du coup toutes les formes de dialogue sont à repenser et en tout cas à mettre en cause. Il ne s'agit pas de reproduire le système présent — en termes de hiérarchie et d'autorité — en changeant les hommes et les politiques, il s'agit de traduire des aspirations, et en premier lieu, des travailleurs et de la jeunesse.

Mais du coup, en refusant d'affronter les problèmes que pose une telle mise en cause, le P.C.F., non seulement ne répond plus à ce qui était sa mission historique, mais remet lui-même en place le mouvement réformiste, voire réformateur.

Cela est parfaitement clair au soir de la Convention de Suresnes — sur laquelle nous reviendrons — où François Mitterrand a su parfaitement utiliser les chances qui lui étaient offertes.

Du coup également, il appartient aux forces révolutionnaires, et en premier lieu à notre parti, de ne pas se tromper d'objectif et d'analyser froidement le rapport de forces. Surtout de le juger en termes politiques et non en termes moraux. Sur quelles bases sociales appuyer notre mouvement, quels doivent en être les objectifs, quelles alliances doivent être passées pour les atteindre, quels sont les modèles dont nous nous réclamons ?

Telles sont les questions qu'il faut nous poser et poser aux travailleurs avec acharnement.

Tel est l'esprit dans lequel on doit saisir l'événement.

Depuis trois semaines nous poursuivons cette tâche. Elle est en train de redonner à notre parti et à l'ensemble des forces révolutionnaires, le sens de l'action de masse, qui passe par le sens et la recherche du contact.

Reste à René Andrieu et Georges Séguy de s'appuyer sur des déclarations irresponsables, pour expliquer que la montée révolutionnaire est manipulée par 10 % de flics, qui se seraient infiltrés dans les diverses organisations. Le propos est misérable. Sa répétition dans les colonnes de *l'Humanité* prouve autre chose : la misère d'une stratégie qui ne passe pas la rampe, même accompagnée (ou à cause ?) du sourire de Georges Marchais.



Autopsie du P.C.F.

Jean Verger

Georges Marchais n'aime pas que des « gauchistes » l'appellent « camarade ». Qu'il se rassure, il existe des « gauchistes », y compris dans notre parti, qui le traitent, lui et ses amis de l'appareil dirigeant du P.C.F., de « contre-révolutionnaire ». C'est un terme dangereux, très dangereux, qui, s'il était utilisé à la lettre, demanderait de la part de ses auteurs qu'on applique à Georges Marchais et à ses amis les méthodes normales contre les garde-blancs que sont, dans toutes les contrées, les « contre-révolutionnaires ».

Nous ne reprendrons évidemment pas à notre compte ce qualificatif, ni cette méthode magique qui consiste à exorciser l'adversaire politique par des qualificatifs outranciers qui permettent, par un tour de passe-passe, de supprimer l'analyse politique.

Mais si j'étais à la place de Georges Marchais et de ses amis, je me poserais les questions suivantes :

1. Comment le P.C.F. en est-il venu à se faire traiter de « contre-révolutionnaire » par des gens de l'extrême-gauche ? N'est-ce pas stupéfiant ? N'y aurait-il pas quelques raisons « objectives » (autres que celles du « complot du pouvoir ») ?

2. Quand 200.000 manifestants, au nom du communisme, crient « Marchais menteur, complice des tueurs » ou « Ouais Marchais, mieux qu'en 68 », ces slogans ne manifestent-ils pas en quelque sorte le regret (même marqué de dégoût) que moi, Marchais, aie fait pivoter mon parti sur les traces du pouvoir dans l'affaire Renault ? En somme, ces cris ne sont pas une insulte mais un dialogue — spécial certes, mais dialogue quand même — avec le P.C.F.

Non, le P.C.F. n'est pas « contre-révolutionnaire » : il ignore la révolution, il passe à côté, il joue la carte

de la fidélité aux règles du jeu de la démocratie bourgeoise, sans même prendre les gants qu'il pouvait prendre dans le passé : 1929-1934, ultra-aventurisme : on fait faire à des militants clairsemés la révolution tous les jours, mais aucune action réelle qui puisse ébranler le pouvoir bourgeois.

1934-1936 : on s'aligne sur les positions du parti radical c'est-à-dire de la bourgeoisie.

1941-1947 : on s'aligne sur les positions de De Gaulle d'abord, puis des éléments de la droite de la coalition (M.R.P.).

1948-1953 : l'aventurisme, l'isolement reprennent leurs droits.

Bien entendu tous les zig-zags de la ligne du P.C.F. à cette époque s'expliquent par les impératifs lancés par Moscou pour lequel tous les partis communistes du monde ne jouent qu'un seul rôle : celui de masse de manœuvre utilisée en fonction des besoins diplomatiques.

Que les liens du P.C.F. d'aujourd'hui se soient quelque peu relâchés avec Moscou, que le nouvel équilibre mondial et l'augmentation de la puissance de l'U.R.S.S. n'assignent plus un tel rôle aux différents partis communistes, nous en convenons volontiers. Mais l'énorme machinerie construite au fil des ans dans de telles conditions, aboutit finalement au même résultat que celui des vieux appareils sociaux-démocrates : la machine tourne pour elle-même, elle a perdu toute finalité, et en haut de la pyramide, les Marchais et consorts contemplent leur passé, coupés de la réalité, celle qui s'exprime par la voix des nouvelles générations de travailleurs manuels et intellectuels. La manifestation du samedi 4 mars, le récent sondage de la SOFRES sur les aspirations de la jeunesse (1), montrent l'importance du fossé qui sépare deux mondes : ce fossé s'ap-

pelle Mai 68 et il restera pour longtemps au travers de la gorge de Marchais.

Il n'en demeure pas moins que les travailleurs encore influencés par le P.C.F. doi-

vent être gagnés à la cause révolutionnaire : les dédaigner, les rejeter, les insulter, ce serait une erreur grave ! Mais l'unité des travailleurs ne se fera pas sur l'immobilisme ou l'électorisme du

P.C.F. : Oui M. Marchais, votre vieille machine n'y pourra rien !

(1) 53 % des jeunes de 15 à 20 ans interrogés sont pour la « contestation »...

ARVEL

- Une association au service des familles et des jeunes.
- Une association qui propose à ses adhérents des vacances de qualité à des prix étonnants.
- **En Italie, au bord de la longue plage de sable de l'Adriatique**
 - A Pescara, ARVEL a conclu un accord avec ENAL, la grande association de loisirs des travailleurs italiens. Grâce à cette collaboration, vous pouvez séjourner **2 semaines pour 360 F**, pension complète, logement dans des bungalows sous les pins, à 200 mètres de la plage. Repas au restaurant du village de vacances.
 - A Lido di Jesolo, près de Venise :
2 semaines : de 300 F à 495 F, pension complète, selon dates et installation.
- **En Yougoslavie, au bord de l'Adriatique**
 - Dans l'île de Cres, ARVEL traitant directement avec la population locale, propose des vacances hors série, dans 2 hameaux et une petite localité. On loge chez l'habitant, on mange au restaurant, on découvre en barques d'autres plages, des îles désertes, des grottes. Pour ceux qui aiment la nature, le calme, la simplicité.
2 semaines : de 360 à 425 F, en pension complète, selon dates et localité choisie.
 - En Istrie
2 semaines : de 390 à 510 F, pension complète, selon dates.
- **En Autriche**

De bonnes auberges villageoises dans le pittoresque et accueillant TYROL **2 semaines : de 420 F à 520 F**, pension complète, selon dates et localité.
- **En Bulgarie**

Au bord de la Mer Noire, si bleue !
2 semaines : de 930 F à 1.110 F, pension complète, voyage avion et transfert compris.
3^e semaine gratuite à partir du 15 août et avant le 1^{er} juillet.
- **Et puis la Tunisie, l'Égypte, le Liban...**
 - PARTOUT réductions importantes pour les enfants : jusqu'à 50 %.
Demandez le catalogue.
ARVEL : délégué général : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai - 69-Villeurbanne. Tél. : (78) 84-81-24.
ou à PARIS : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e.
Tél. : 325-00-14, de 15 h à 18 h.
Réception : mardi et vendredi de 17 à 19 h.

Luttes ouvrières

Pourquoi la lutte exemplaire de l'usine des Dunes

« Même en 1968, on n'avait pas vu cela ! » C'est un vieil ouvrier qui parle. Il y a quarante ans qu'il est dans la boîte. Des conflits aussi durs, il en a vus, mais c'était en 1953 ou en 1946, c'est-à-dire il y a bien longtemps. Qu'est-ce qu'il s'est donc passé à l'usine des Dunes, l'un des cinq « grands » de l'économie dunkerquoise, qui emploie 3.000 personnes, dont 2.200 ouvriers ?

Spécialisée dans la production d'aciers spéciaux, de matériel ferroviaire, de tiges de forage, l'usine des Dunes, longtemps citée en exemple dans la région comme la boîte « sans problème », a été englobée fin 70 dans le trust Creusot-Loire (40.000 travailleurs).

Usine « sans problème », oui, mais il faut savoir que 40 % du personnel habite la zone rurale, où il n'y a guère de tradition ouvrière. De même, parmi les 200 travailleurs frontaliers, dont un bon nombre syndiqués en Belgique et une bonne centaine de travailleurs immigrés qui ne peuvent rien dire.

Comment est né le mécontentement dans l'usine ? Depuis la prise de contrôle de Creusot-Loire, la direction a perdu tout pouvoir de décision d'ordre social. Les ouvriers disent : « Nous avons un patron-boîte-aux-lettres. » Le directeur actuel, parvenu en fin de carrière, n'exerce plus aucune autorité réelle dans l'usine. Ceux qui y font la loi, ce sont les cadres, certains cadres et leurs adjoints, les « petits chefs ».

Chaque service tourne d'une manière quasi autonome. Certains sont réputés pour être durs. Ainsi la préparation usinage où, pour un même travail, les travailleurs sont moins bien payés qu'à la préparation laminier. Pourquoi ? Tout dépend de l'ingénieur et de ses adjoints qui, ici, font « bosser » les ouvriers et les saquent pour un rien, et là se montrent plus « coullants ». Malgré tout, dès qu'il en a l'occasion, à l'embauche, le patron continue de parler de « la grande famille des Dunes ». Mais le paternalisme de naguère a du mal à tenir le coup.

Dans ce contexte, l'attitude de certains ouvriers, notamment parmi les plus défavorisés, les « E.T.A.M », apparaît bien méprisable. Certains n'ont pas choisi la lutte de classes, ils préfèrent « se mettre bien » avec le chef. A l'occasion, ils lui offrent poulets et lapins élevés « à la campagne ». On se précipite pour faire la quête, le dimanche, quand l'ingénieur est à la messe. Il est de bon ton de faire du volley ou du basket ou de faire carnaval avec les cadres. Participer aux activités de l'Amicale des agents de maîtrise, récemment créée, est bien vu. La race des lèche-bottes n'a pas disparu à l'usine des Dunes. Elle se porte même assez bien chez les E.T.A.M. de la C.G.C. qui continuent à se croire supérieurs aux ouvriers, bien que, dans un bon nombre de cas, ils gagnent moins qu'eux...

Pourtant, malgré cette active collaboration de classes, le fossé n'a cessé de se creuser entre les cadres et le restant du personnel.

La situation de l'ouvrier n'a cessé de se dégrader. Les accords de salaires de 1971 n'ont pas été renouvelés cette année et la direction (inspirée par le C.N.P.F. et les patrons de la métallurgie) a décidé unilatéralement de n' « offrir » que 5 % cette année. Finies les années au cours desquelles « les Dunes » étaient citées en exemple et où les travailleurs d'Usinor-Dunkerque demandaient la parité des salaires avec leurs camarades des « Dunes ». Selon le patron, la productivité est en baisse. Or, la prime trimestrielle de productivité représente encore actuellement 18 % du salaire de base. Productivité veut dire cadences, c'est-à-dire un marché de dupes où seuls le patron (qui reçoit le tiers de cette productivité) et les cadres sont gagnants à tout coup.

Dans ces conditions, le mécontentement des ouvriers s'est exprimé avec force. Dès novembre, un cahier de revendications, établi par les organisations syndicales, circulait dans les ateliers. Présenté à la direction, il fut rejeté pour l'essentiel. Des revendications salariales au droit syndical, rien ne fut retenu. Ces exigences sont particulièrement sensibles dans cette usine où, outre l'insécurité de l'emploi, la répression syndicale est forte. C'est ainsi — exemple parmi d'autres — qu'un délégué C.F.D.T. s'est vu retirer ses responsabilités professionnelles : l'usine l'emploie à ne rien faire.

Dès le 1^{er} mars, la lutte s'organise.

A l'instigation des jeunes travailleurs, des piquets de grève se mettent en place dès 5 heures du matin. Mais, à 7 h 30, plusieurs cadres — pour la plupart affiliés à la C.G.C. — tentent de pénétrer de force dans l'usine. Devant leur insuccès, ils se retirent. Mais ils reviennent en force à 13 h 30 et s'en prennent au piquet de grève. Ils sont repoussés.

Le jour même, le patron fait appel à la justice pour obtenir le départ des piquets de grève. Le 2 mars, le juge examine la plainte pour « entrave à la liberté du travail ». Il assigne six militants à comparaître mais renvoie l'affaire en délibéré au 4 mars, 11 heures.

Une première entrevue syndicats-direction ne donne rien.

Ce jour-là, 400 ouvriers — toujours en grève — se rendent, à l'issue d'un meeting, en cortège au Palais de justice pour soutenir leurs camarades. Le juge, qui prend peur, fait fermer les portes du Palais de justice et appelle la police. C'est dans ce contexte que l'expulsion est imposée.

Le mouvement fait cependant tache d'huile. Après un nouveau meeting, au retour du week-end, le 6 mars, 1.000 travailleurs défilent, le 8, dans les rues. Après un ultime entretien avec la C.G.C., les responsables E.T.A.M.-C.F.D.T. se décident de rejoindre le mouvement ouvrier.

A ce jour, toute discussion paritaire syndicat-direction a avorté de par la seule intransigeance patronale à discuter sous la pression des travailleurs.

L'accent a davantage été mis sur les revendications quantitatives que qualitatives. Dans les négociations, les syndicats mettent en avant la revalorisation salariale de 6,5 % ; plus accessoirement, les conditions de travail et le droit syndical qui continuent de figurer néanmoins parmi les objectifs prioritaires des syndicats.

Allergie à toute intervention politique. Pour les dirigeants syndicalistes, c'est « leur grève ». Ils déclarent aux journalistes ne pas faire de politique.

L'action du P.S.U. (2 tracts) est considérée comme tentative de « récupération » du conflit, alors qu'il s'agissait pour les militants présents dans la lutte de pousser plus loin la réflexion

en mettant en cause le capitalisme, adversaire numéro un, et de populariser cette lutte auprès des travailleurs des autres usines.

La mobilisation au niveau du « trust » a été tardive. Dès le début, toutefois, la section P.S.U. a pris contact avec des militants P.S.U. de la Sambre (Maubeuge, Boussois) qui ont sorti un tract appelant à la solidarité dans les usines de Creusot-Loire de ce secteur.

Vendredi, la lutte se poursuivait avec une majorité d'ouvriers déterminés, des mensuels et E.T.A.M. attentistes, tandis qu'un certain nombre de cadres se montraient violemment hostiles au mouvement ouvrier. □



Penarroya

Une victoire dans l'unité

Le compromis inévitable est intervenu samedi soir 11 mars entre le patronat et les quelque cent ouvriers, en grande majorité des travailleurs immigrés. Malgré les tentatives de division du P.C.F. et de la C.G.T., les ouvriers de Penarroya sont restés unis, ayant mené jusqu'au bout, collectivement, leur grève. Le contenu de l'accord a été discuté, point par point, en assemblée générale des ouvriers, avant d'être accepté.

Ceux qui, à l'extérieur — les réformistes de tout poil — dénonçaient l'aventurisme de cette grève « manipulée par des « gauchistes » en sont pour leurs frais. Les déclarations contradictoires du syndicat des métaux de la région lyonnaise et de l'union départementale C.G.T. illustrent leur désarroi devant la capacité qu'on eue les travailleurs immigrés et les travailleurs français à prendre en mains

leurs affaires, avec le soutien de groupes révolutionnaires (Cahiers de Mai, P.S.U., etc.) et surtout celui des travailleurs (ouvriers, employés, paysans, étudiants).

Les dernières formes de soutien sont significatives :

— Plus de 120 élèves et anciens élèves de l'Ecole des Mines (qui a de nombreux liens avec Penarroya) ont affirmé leur solidarité avec les ouvriers de Lyon ;

— 1.300 personnes (la salle était archi-comble) ont participé, à la Bourse du Travail à Paris, à un gala de soutien.

Application immédiate de l'accord

D'ailleurs, sans préjuger de la négociation victorieuse de samedi soir, ➡➡

LE DOSSIER MILITANT SUR L'EMPLOI VIENT DE PARAITRE

Préparé par la commission nationale entreprise en application du mandat de la 2^e conférence nationale **Entreprise**.

(Numéro 31.32.33 de PSU-DOCUMENTATION)

3 F l'exemplaire.

Commandes groupées : 45 F les vingt.
200 F le cent.

le comité de soutien avait déjà avancé d'autres mots d'ordre. Ainsi, un meeting s'est tenu, lundi soir, à Paris, devant le siège de Penarroya-Rothschild où, depuis le début de la grève, la popularisation de la lutte des travailleurs a été permanente. Compte tenu du compromis, le mot d'ordre central a été « application immédiate de l'accord ». Car il s'agit là d'une bataille essentielle qui doit transformer les promesses (manœuvres classés O.S., logements, contrôle médical) en conquêtes effectives. La partie sera dure car elle doit permettre d'ébranler un peu plus le mur d'oppression et de silence que le patronat et l'Etat bourgeois ont dressé autour du million et demi de travailleurs immigrés en France. On le voit : l'enjeu de cette bataille dépasse de loin les seuls travailleurs immigrés des usines Penarroya de Lyon, Saint-Denis-Escandœuvre (Nord).

Le patronat ne s'y est pas trompé en organisant une provocation magistrale chez Girosteel au Bourget. Abusant de la courtoisie des ouvriers immigrés (majoritaires chez Girosteel), il a tenté d'introduire à l'intérieur de l'usine, à l'aide d'une musette de repas, une arme et des cartouches.

La lutte des travailleurs immigrés sur le lieu de travail sera une lutte dure et longue : déracinement, alphabétisme, langues, mode de vie, culture sont autant d'obstacles dont profite la classe dirigeante pour développer ses thèses racistes et haineuses, afin de creuser un fossé entre le prolétariat français et le prolétariat immigré. Cette lutte a, parallèlement, un autre obstacle à franchir. La bourgeoisie a pris soin de maintenir le prolétariat immigré dans un ghetto statutaire légal.

Un travailleur immigré a des « droits » inférieurs à ceux de son camarade français. S'il ouvre la bouche pour réclamer, la gamme des sanctions va de la mise à pied au licenciement sans indemnités à l'expulsion, sans oublier le chantage sur le logement et la mise en prison sous des prétextes les plus futiles.

Contre les expulsions

Les travailleurs français sont de moins en moins nombreux à pouvoir supporter cette discrimination raciste qui affaiblit leur propre lutte dans leur usine à un moment où le nombre de postes d'O.S. occupés par les travailleurs émigrés s'accroît. On sait comment, chez Citroën et Simca-Chrysler, on utilise ces derniers en les contraignant à prendre, lors de leur embauche, une carte du syndicat fasciste C.F.T.

Autour de l'entreprise, la campagne antiraciste de dénonciation des conditions scandaleuses de logements porte elle aussi ses premiers fruits. La solidarité locataires français-locataires immigrés se fait contre les « marchands de sommeil » (quelle que soit la couleur de leur peau), les spéculateurs de tous acabits, les accapareurs de logements normalement réservés aux travailleurs les plus défavorisés. A Lyon, à Saint-Denis, à Ivry, à Marseille se sont créés des comités de défense, ici pour le maintien dans les logements, là pour l'occupation de logements vides : « C'est juste ».

Au bout du chemin, l'unification des travailleurs immigrés organisés dans leur lutte avec les travailleurs français n'est plus un objectif utopique. A ceux qui crient « aventure ! », « gauchisme ! », il restera la honte pour com-
plice.

M. Camouis

Thonon

Non au travail du dimanche

Depuis le 6 mars, les 38 sur 43 ouvriers d'un atelier (l'entreprise compte 300 travailleurs environ) sont en grève avec occupation. Ils refusent de travailler le dimanche comme voudrait les y contraindre la direction. Après trois semaines de luttes en février, la section C.G.T. avait lâché en signant un accord reconnaissant le passage en « continu ». La C.F.D.T. poursuit seule la lutte : Malgré les compensations (diminution légère du temps de travail), les travailleurs restent très sensibles aux conditions aggravant leur situation, au niveau de la vie familiale, de la détente et des loisirs.

Ce qui se passe aujourd'hui chez Zig-Zag (utilisation du progrès technologique contre les travailleurs pour une rentabilité capitaliste décuplée) menace des centaines de milliers de salariés. C'est une bataille ouvrière qui doit être popularisée.

**Non aux cadences infernales.
Non aux briseurs de grève.**

Les travailleurs chez Zig-Zag, à Thonon, sont à leur septième semaine de grève et de lock-out. Ces camarades ont besoin de fric. Versez au C.C.P. 3 193-29 Lyon, avec indication : « Pour le comité de soutien Zig-Zag. »

Ils en ont besoin, ils ont la volonté de se battre le plus longtemps possible, aidons-les.

L'hôpital au service des travailleurs

Depuis trois semaines environ, à Henri-Mondor, il existe un climat d'agitation, de discussion, à la suite de mutations arbitraires du personnel, du scandale de l'admission aux urgences avec ségrégation entre malades « pour le patron » destinés aux lits privés et malades « non intéressants » devant attendre parfois plusieurs jours au service urgence surchargé.

Les objectifs de la lutte

Ils ont été : l'amélioration des conditions de travail, la réintégration des personnes mutées dans leur service d'origine, l'arrêt des mutations arbitraires et l'agrandissement de la crèche avec ouverture d'une crèche pour le personnel de garde et de veille.

Des décisions d'action sont prises au cours d'assemblées générales du personnel ayant réuni, chaque fois, environ cent cinquante personnes, avec un roulement important, qui fait que plus de la moitié du personnel a été dans le mouvement.

Afin que la lutte du personnel de l'hôpital puisse avoir une efficacité réelle, un meeting a été proposé, à Maisons-Alfort, pour que la population concernée puisse soutenir les travailleurs en lutte en connaissance de cause et exposent leurs propres problèmes.

Le meeting

A l'appel des sections C.F.D.T. et P.S.U. de l'hôpital Henri-Mondor, en accord avec le Secours Rouge (les tracts de convocations des deux organisations étant distincts, à la demande du syndicat), cent cinquante à deux cents personnes sont venues.

Des personnes des environs, faisant partie de la circonscription desservie par l'hôpital, des étudiants en médecine, des élèves infirmières et des médecins de quartier ont participé à ce meeting.

Après un bref récit des luttes et de leurs causes, quelques questions ont été posées. Le problème des lits privés à l'intérieur du secteur public a été principalement débattu.

Puis, des passages du film « Certifié exact », sur la santé, et du film sur les usines Penarroya, posant le problème, entre autres, de la médecine préventive et des conditions dans lesquelles la médecine du travail est appliquée dans ces usines, ont été projetés.

Au cours des débats qui ont suivi, la proposition de la création d'un G.I.S. (Groupe d'Information Santé) a été faite : groupes chargés de centraliser toutes les informations à propos des scandales qui se passent à l'hôpital et d'une large information du public sur le problème de santé le concernant.

Ce meeting est une première étape pour associer effectivement la population à la lutte des travailleurs de l'hôpital, association nécessaire à une large prise de conscience dans la lutte.

Pour prendre contact avec le G.I.S. Henri-Mondor, écrire à Michèle Rival, 5, chemin de Valenton, 94-Maisons-Alfort.

Section P.S.U. - Henri-Mondor

Orléans

Les mères célibataires continuent la lutte

Pendant dix jours, des militantes de la commission femme P.S.U. ont mené une lutte vigoureuse contre le renvoi arbitraire d'une mère célibataire de l'Hôtel maternel et pour la non-fermeture de celui-ci. L'Hôtel regroupe actuellement une quinzaine de mères célibataires dont la plupart viennent de la Maison maternelle. Ces deux services font partie de la Maison de l'Enfance et sont rattachés au C.H.R.O. dont le conseil d'administration est présidé par le maire.

Une grève de la faim...

La crise qui vient d'ébranler les fondements de cette institution a pour antécédent une première manifestation de mécontentement. Le 14 décembre 71, un groupe de jeunes mères célibataires attire l'attention sur les difficultés qui commencent à se faire jour à l'intérieur de l'Hôtel. Elles dénoncent par tract la mauvaise qualité de la nourriture et appuient leurs revendications par une grève de la faim qui ne dure qu'un jour.

A cette occasion, des contacts sont pris entre une des mères et une militante du parti qui se met en rapport avec l'A.P.F. du quartier et des personnes connaissant l'Hôtel maternel. Il en ressort que les vrais problèmes n'ont pas été formulés. Mais cette crise provoque des remous à l'intérieur de l'Hôtel et au sein du conseil d'administration qui envisage, ni plus ni moins, de fermer l'Hôtel sous prétexte de troubles. En réalité, c'est parce qu'il coûte trop cher à la ville 70.000 F de déficit par an et que le maire songe tout bonnement à réaliser... une économie !

Un renouvellement partiel des mères célibataires met fin à cette agitation. A la suite de cet incident, le secteur Femme P.S.U. décide de travailler sur ce problème en liaison avec une mère célibataire, une infirmière de la Maison de l'Enfance et l'A.P.F. du quartier.

La lutte s'organise

Le 24 février 72, à la suite d'une décision arbitraire de renvoi, l'« agitation » reprend : quatre militantes P.S.U. organisent la lutte avec le M.L.F., l'A.P.F. et un « regroupement de mères célibataires ».

Nous nous rendons compte qu'à l'intérieur de l'Hôtel maternel la majorité des mères célibataires n'est pas prête à entrer dans la lutte, le maire ayant annoncé officiellement la fermeture de l'Hôtel si la mère célibataire indésirable ne partait pas ; qu'à l'extérieur peu de gens sont sensibilisés sur ce problème malgré les tracts distribués dans le quartier par le M.L.F. et le « regroupement des mères célibataires ».

En conséquence, nous avons été placés devant l'alternative suivante :

— Ou mener sans aucune chance de succès une action pour le maintien de la mère célibataire et endosser la responsabilité de la fermeture de l'Hôtel ;

— Ou élargir le débat en dénonçant le mauvais fonctionnement de cet Hôtel qui ne répond pas aux besoins réels des mères célibataires : règlement intérieur abusif et inadapté aux conditions d'une vie en commun, mauvaises conditions matérielles, autoritarisme, paternalisme qui laisse en tutelle des mères célibataires en les privant de tout dialogue véritable.

Nous avons opté pour la deuxième forme d'action. Nous avons tenté de mobiliser sur ce problème le plus de gens possible par une campagne de presse, par la constitution d'un comité de soutien. Mais nous nous sommes rendus compte que les esprits n'étaient pas prêts à prendre fait et cause pour une mère célibataire en raison de la bonne conscience générale devant l'existence de cette « institution charitable », des préjugés et l'absence totale de prise de conscience de problèmes plus généraux concernant la situation de la femme dans notre société : moindre formation et moindres responsabilités professionnelles, charge effective des enfants, manque d'indépendance.

La jeune mère a dû quitter l'Hôtel sur promesse du maire de lui faire obtenir un logement. Les résultats de cette lutte sont loin d'être satisfaisants. Mais ils ont suscité dans l'opinion publique un courant favorable qui nous permet de continuer l'action pour obtenir que l'Hôtel maternel soit un service public comme un autre et, en tant que tel, puisse préparer les jeunes mères célibataires à assumer leurs pleines responsabilités.

Commission Femmes P.S.U.
Orléans

Rebondissement à Paris VII

Après la signature du protocole d'accord du 11 janvier 1972, et ratifié par le Conseil d'université de la même semaine, qui semblait achever une grève de 6 semaines, un nouveau conflit éclatait entre les grévistes et la présidence, dès la mise en application des accords. Les grévistes exigeaient un salaire de 1.000 F minimum (soit l'indice 172), donc avec reclassement à cet indice, alors que la présidence acceptait seulement d'accorder une indemnité différentielle permettant à tous d'atteindre les 1.000 F, (prime non indexée) et refusait catégoriquement tout reclassement.

Les grévistes refusent l'interprétation de la présidence, dénoncent la trahison de la signature de la partie présidence, puisque aucune nouvelle consultation ni aucune nouvelle négociation ne sont intervenues avec le comité de grève.

Les grévistes se remobilisent aussitôt et proposent une nouvelle A.G.

Sur les entrefaits, on apprend qu'une des deux entreprises de nettoyage de la Halle aux Vins (Société l'Elan) licencie un ouvrier pour le seul motif de suivre les cours de la Formation permanente ; les grévistes et des étudiants interviennent directement au bureau du contremaître. Ils exigent des explications et des vérifications pour la situation de tous les ouvriers.

On découvre une multitude de falsifications et d'erreurs sur les fiches de pointage (du genre : 6 h + 5 h = 8 h). Certains travaillant 12 et 14 h et n'étant payés que 8 h. De plus, le contremaître injurie et brutalise les ouvriers (tous immigrés). Raciste notoire il exploite les rivalités entre les nationalités, et avoue servir d'indicateur de police et avoir appartenu aux brigades d'intervention.

Les grévistes mettent au grand jour l'exploitation à outrance de ces travailleurs immigrés (payés 4,15 F de l'heure alors que l'Université paie plus de 10 F de l'heure par heure et par ouvrier) et dénoncent cette exploitation pour une université telle que celle de Paris VII qui s'enorgueillit de son libéralisme !

Les grévistes exigent en conséquence la résiliation des contrats avec les sociétés de nettoyage et le réembauchage des ouvriers sur le budget direct de l'Université.

Le 7 février, le Conseil de l'Université adopte la proposition des grévistes à propos des ouvriers du nettoyage.

Mais ce même Conseil adopte aussi une motion du vice-président qui abroge certains passages du protocole d'accord.

Cette motion supprime les points les plus importants :

— pas d'embauche à un indice inférieur à 172 ;

— pas de garantie dans la régularité de la prime différentielle pour les personnels payés sur le budget Etat ;

— suppression de toute clause pour les ouvriers du nettoyage.

Une intersyndicale réunie le 15 février (C.F.D.T., S.N.A.U. et S.N.C.S., ces deux derniers rattachés à la F.E.N., plus une section du S.N.E.S.U.P., et enfin la C.G.T. qui très timidement après des hésitations acceptait de s'associer) se prononçait pour :

— pas de recrutement au-dessous de l'indice 172 ;

— reclassement à l'indice 172 ;

— abrogation de la motion du vice-président ;

— paiement des journées de grève.

Le 25 février, la présidence décidait le lock-out pour une semaine de tous les services centraux de l'Université. Le soir même des scellés étaient apposés, mais devant la détermination des grévistes et de la délégation de l'intersyndicale, les scellés étaient enlevés une heure plus tard et le lock-

out levé dès le lendemain 26 février.

En définitive, un nouvel avenant au protocole d'accord initial accordait aux grévistes entière satisfaction soit :

— tous les salaires atteindront 1.000 F ;

— recrutement de tous nouveaux personnels et reclassement des personnels en place à l'indice 172 ;

— progression de la carrière et des retraites à partir de cet indice ;

— mise en place de statuts pour tous les personnels, y compris le personnel temporaire ;

— engagement de l'Université de ne plus employer de militaires du contingent ni d'intérimaires ;

— création immédiate de 23 postes d'administratifs contractuels d'Université ;

— paiement des jours de grève.

En conclusion, la vraie victoire annoncée dans le premier « T.S. » de janvier ne peut être proclamée qu'aujourd'hui 4 mars.

La grève a duré 10 semaines, et c'est la dureté inflexible des administratifs qui a réussi à faire fléchir toutes les tentatives de démobilitation possibles de la présidence.

(Quelles manœuvres ont été mises en place envers la presse pour qu'aucun journal ne parle jamais de cette grève si longue et si dure ?)

L'action des syndicats ? Elle n'est pas à négliger. A part la C.G.T. qui s'est toujours tenue à l'écart de ce mouvement qu'elle n'avait pas dirigé, le S.N.A.U. et la C.F.D.T. étaient complètement engagés dans la grève, dans le comité de grève et avec les grévistes. (Le vote de leurs élus syndicaux au Conseil d'Université a toujours été dans le sens des grévistes.)

Ils animent la poursuite de la même action au niveau national.

Disons pour conclure que ce sont les actions mêlées des grévistes et de quelques syndicats engagés qui mettent un point final à la grève.

Cette semaine, la Bretagne le Pays Basque la Catalogne l'Occitanie sont à Paris

Trois manifestations des minorités nationales françaises auront lieu dans la région parisienne. Elles doivent permettre aux Parisiens de mettre fin à une certaine ignorance en ce domaine.

1. — UN WEEK-END « COLONISÉS DE L'HEXAGONE ? » A LA MAISON DES JEUNES DE FRESNES (2, av. du Parc des Sports, 94-Fresnes. Tél. : 237-63-42) LES 17, 18 et 19 MARS 1972.

Vendredi 17 mars, 20 h 30 :

- Ovidi Montlor, chanteur catalan ;
- La Parcelle, film sur les paysans bretons ;
- Montage de poésie bretonne de combat.

Samedi 18 mars :

- 14 h 30 : Films occitans, bretons et basques, et débats ;
- 17 h : Maité Idirin, chanteuse basque ;
- Marti, chanteur occitan ;

21 h : « Mort et Résurrection de M. Occitania » par le Théâtre de la Rue.

Dimanche 19 mars :

- 14 h 30 : Films et débats ;
- 17 h : Table Ronde « les colonisés de l'hexagone » ;

Fin d'après-midi et soirée : Gilles Servat, chanteur breton ; Maité Idirin, chanteuse basque.

Un week-end avec pratiquement le même programme est organisé par la M.J.C. de Palaiseau (Essonne) (Parc de l'Hôtel-de-Ville) les 24, 25 et 26 mars.

2. — LE THEATRE DE LA RUE FAIT UNE TOURNEE DANS LA REGION PARISIENNE AVEC « MORT ET RESURRECTION DE M. OCCITANIA » (voir « T.S. » du 10 février).

Vendredi 17 mars : M.J.C. Levallois.

Samedi 18 mars : M.J.C. Fresnes.

Dimanche 19 mars : 15 h : M.J.C. Boulogne ;

18 h 30 : M.J.C. St-Maur.

Mercredi 22 mars : M.J.C. Verrières-le-Buisson.

Jeudi 23 mars : Théâtre de la Cité internationale, bd Jourdan (14).

Vendredi 24 mars : M.J.C. Conflans-Ste-Honorine.

Samedi 25 mars : M.J.C. Palaiseau.

Dimanche 26 mars : M.J.C. Marly-le-Roi (les Grandes Terres).

3. — SEMAINE OCCITANIE-BRETAGNE A LA CITE UNIVERSITAIRE, bd Jourdan, Paris 14^e (Maison de Cuba).

16 mars : Chansons et débats ;

17 mars : Histoire et langue ;

19 mars, 17 h : Marti et filles Sernat (grande salle de la Cité) ;

20 mars : Agriculture et Industrie, avec Bernard Lambert ;

21 mars : Tourisme et militarisation ;

22 mars : Débat politique avec U.D.B., P.C.B., Lutte occitane, etc. ;

23 mars : Mort et Résurrection de M. Occitania.

● Le meeting de soutien au Larzac prévu à la Mutualité le 21 mars avec le Théâtre de la Rue est reporté à une date ultérieure.

INFORMATIONS

Après le meurtre d'Overney, sur l'ensemble des problèmes Renault et de la répression patronale, pour continuer l'offensive à Renault et lutter contre les milices patronales et la C.F.T.

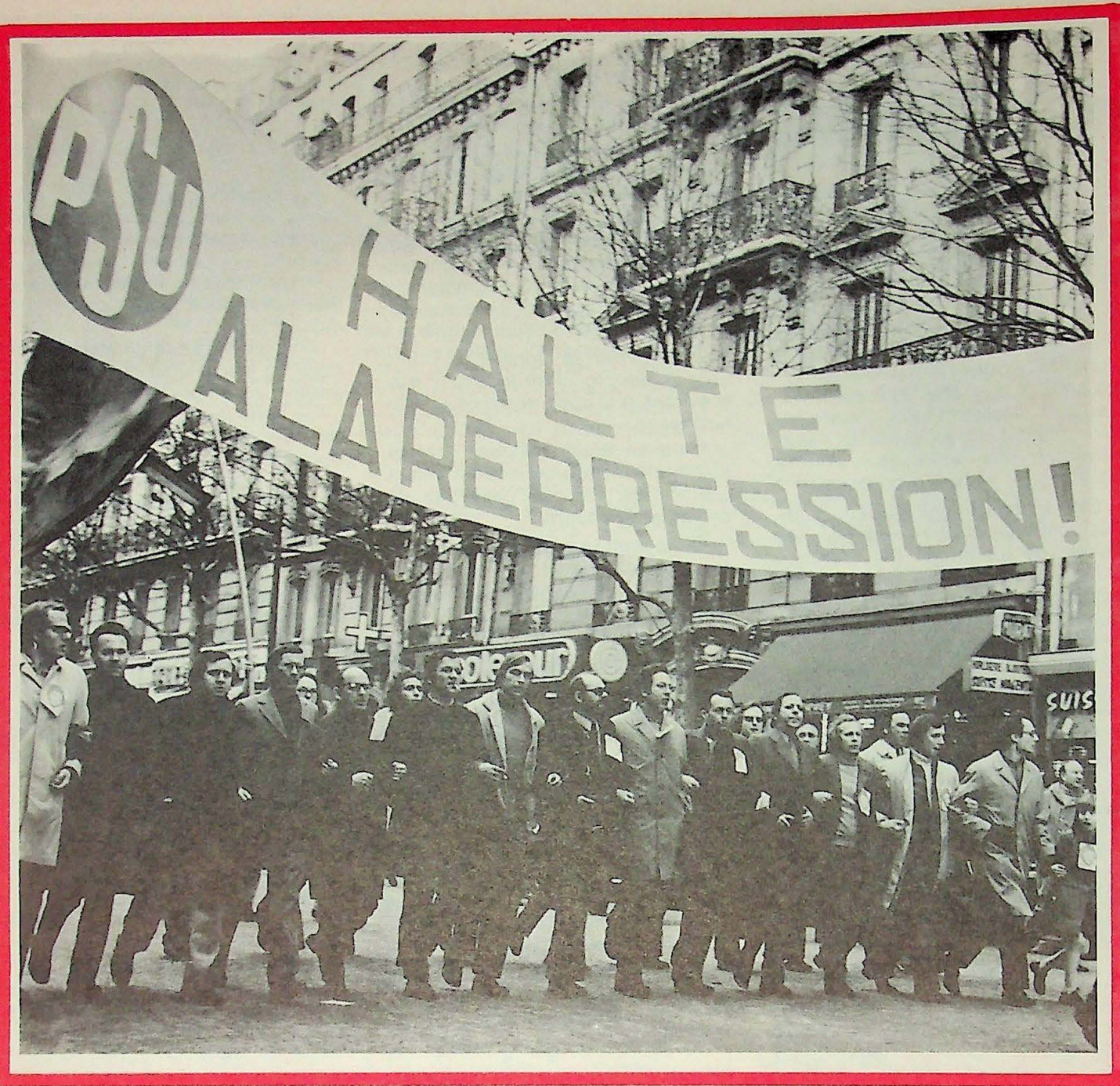
Un numéro spécial de « T.S. » (4 pages) est sous presse.

Les fédérations sont invitées à passer commande par téléphone à « Tribune Socialiste » (566.45.37) Paris le plus rapidement possible.

Prix : 0,08 F l'exemplaire.

Les événements récents concernant Renault ont entraîné une vaste mobilisation du Parti. Dans ces conditions, il n'a pas été possible aux sections de porter suffisamment leur attention sur les problèmes internationaux.

C'est pourquoi la D.P.N. du 12 mars a décidé le report du Conseil National sur les affaires internationales aux 27 et 28 mai. Le numéro « T.S. » du 20 mars fournira les textes introductifs aux débats.



ONZE organisations d'extrême-gauche auxquelles se sont associées « Objectif socialiste » et « l'Humanité rouge » ont présenté lundi matin à la presse leur proposition commune d'une Journée nationale d'action et d'explication pour obtenir en particulier la dissolution des milices patronales dans les entreprises. Pour le P.S.U. le lancement de cette journée du 17 Mars, qui doit préparer une riposte unitaire dans le pays, représente un élément essentiel de toute la politique qu'il mène depuis le meurtre de Pierre Overney. Cette politique a toujours eu deux objectifs :

— Centrer la lutte contre les milices patronales, pour la libération des emprisonnés et la réintégration des militants licenciés chez Renault.

— Rechercher dans cette action les bases de l'unité la plus large en s'adressant à l'ensemble des organisations anti-capitalistes, P.C. et C.G.T. compris.

Le P.S.U. refuse aujourd'hui de se préoccuper uniquement de se « démarquer » d'autres organisations, qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires.

Cette attitude purement négative était, pensait-on, un moyen de dissiper ces fameuses « ambiguïtés » que les militants du parti

portent en croix, mais elle ne parvenait pas à passer d'une attitude de crispation et de passivité à un comportement offensif.

Nous avons choisi l'attitude inverse : **Montrer ce qu'est notre politique par la nature de nos propositions et non par celle de nos refus.** Nous avons par exemple, dès la première manifestation après le meurtre de Billancourt, proposé à toutes les organisations révolutionnaires d'associer à notre combat des syndicats comme la C.F.D.T. et la F.E.N., ou des partis comme le parti socialiste. Chacun sait pourtant l'ampleur des divergences que nous avons avec ce dernier. Il n'en reste pas moins que c'est dans l'action que se révèlent les vraies positions. Or le refus du P.S. et de la F.E.N. de se joindre à la campagne anti-gauchiste du parti communiste et de la C.G.T. était important politiquement. De même qu'était capitale l'attitude courageuse de la C.F.D.T. qui a tenté d'engager à Renault même, une véritable riposte ouvrière.

Nous avons été plus loin. Nous avons refusé de répondre à l'amalgame odieux du parti communiste assimilant les révolutionnaires au pouvoir, par une campagne anti-communiste faisant du P.C. le colistier de Marcellin. Cette attitude

était difficile à adopter dans une situation où l'écœurement compréhensible de la plupart des révolutionnaires ou même de tous ceux organisés ou non qui ont voulu prendre part aux manifestations de ces derniers jours, ne pouvait qu'entraîner une attaque sans mesure contre les directions du P.C. et de la C.G.T. Le P.S.U. a choisi pourtant de se tenir à cette position. Dans tous les cas notre critique doit rester politique. Elle ne remet jamais en cause notre solidarité avec l'ensemble des militants ouvriers qui se battent contre les conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme, quels que soient nos désaccords politiques avec certains d'entre eux. C'est pour la même raison que notre condamnation politique extrêmement ferme contre l'enlèvement de R. Nogrette ne peut être assimilée, comme certains ont voulu le faire croire, à une « trahison » du P.S.U. Nous avons toujours dit et nous l'avons plusieurs fois répété à cette occasion, que la véritable violence était celle des conditions de travail, des licenciements, des accidents quotidiens dans les entreprises. Nous avons également affirmé que nous nous battons avec force contre la campagne d'intoxication d'une grande partie de la presse et contre l'in-



croyable dispositif répressif que le pouvoir met en place à cette occasion. Cette attitude constante ne nous oblige cependant pas à taire notre désaccord total avec la stratégie et la tactique de la Nouvelle résistance populaire. Il n'y aura pas d'autre alternative à la politique du P.C. si les révolutionnaires s'engagent dans de telles impasses. Notre responsabilité était de le dire et c'est pourquoi nous l'avons fait.

L'enjeu décisif est maintenant de développer avec le maximum d'efficacité et d'unité la triple campagne lancée par les organisations révolutionnaires :

— « dissolution des bandes armées du capital. »

— « retrait des C.R.S. qui entourent Renault. »

— « Libération immédiate des 7 ouvriers emprisonnés ». Cette campagne conformément aux décisions de la D.P.N. doit également s'élargir en direction de l'ensemble des entreprises et plus particulièrement à celles, qui comme Simca et Citroën ont réussi à l'aide de syndicats fascistes à créer un mur du silence et de la peur autour de la répression féroce qu'elles exercent.

Elle doit être l'occasion aussi d'ouvrir une brèche dans le mur d'indifférence ou de haine qui sépare les travailleurs communistes et cégétistes des militants révolutionnaires. Car sans nous faire d'illusions à court terme, ce n'est, nous le savons, que par le développement de l'unité des travailleurs pour mettre à bas ce système d'exploitation qu'une alternative socialiste aura des chances sérieuses de se réaliser un jour dans ce pays.

Gérard Féran



Mais le plus souvent, cette riposte ne parvient pas encore à s'articuler en un mouvement d'ensemble, à l'échelle de l'usine et du trust, capable d'obtenir des victoires décisives contre la stratégie d'ensemble du capital.

- Pour casser toute possibilité de généralisation des luttes, les patrons mettent en place tout un appareil répressif. Ils développent une répression féroce contre les ouvriers combatifs et les militants. Dans ce climat, la révolte prend alors des formes plus dures (séquestrations des cadres, sabotages, etc.).

- Plus que jamais la stratégie réformiste montre ses impasses et son incapacité à répondre à la situation. Le maintien du dialogue conflictuel avec les patrons et le pouvoir (négociations de sommet, politique contractuelle, etc.), le blocage de toute généralisation de masse de la riposte ouvrière par le détournement sur des objectifs revendicatifs immédiatement récupérables et par le report de la solution des problèmes à une éventuelle victoire électorale en 1973, laissent le champ libre à la réorganisation du capitalisme sur le dos des travailleurs et à la répression.

- Le mouvement révolutionnaire a donc la responsabilité de prendre les initiatives capables de développer la riposte de masse à l'offensive de la bourgeoisie. Il s'agit bien sûr de la riposte à la répression qui implique également, pour qu'elle atteigne toute son ampleur, la lutte contre la restructuration du capitalisme. Il est nécessaire en particulier de montrer l'urgence de cette réaction face à la militarisation et à la répression dans certaines grandes entreprises telles que la Régie Renault, où se déroule une opération-test de la bourgeoisie contre la résistance ouvrière.

La riposte nécessaire

- La restructuration du capitalisme se développe à une allure accélérée (1) : réorganisation des entreprises, augmentation des cadences et de la production avec baisse d'effectifs, généralisation des formes les plus contraignantes et parcellisées de l'organisation capitaliste du travail (chaînes, déqualification des tâches, O.S.). Les licenciements, le chômage, la répression en sont les conséquences pour la classe ouvrière. Cette situation touche en particulier la grande industrie automobile, en raison de la dureté de la concurrence capitaliste et des besoins de concentration.

- La riposte ouvrière, dans cette période où l'exploitation s'intensifie, prend des formes spécifiques : luttes d'atelier et de chaîne, blocage des cadences, luttes sur les conditions de travail.



Le sens de notre combat

Le texte que l'on va lire, rapporté par G. Féran, a été adopté par la direction politique nationale du P.S.U. le 12 mars. (34 voix pour ; 1 abstention ; 29 pour un texte présenté par M. Fontès qui sera publié dans P.S.U.-Informations.) Il dégage le sens de notre combat dans les événements qui ont entouré l'affaire Renault et trace les lignes de notre action à venir.

La Direction politique nationale des 11 et 12 MARS 1972 a débattu de l'ensemble de l'orientation politique qui a été prise au nom du P.S.U. par le Bureau National depuis l'assassinat de Pierre Overney. Elle approuve cette orientation en rappelant les éléments politiques qui ont conduit le parti à adopter cette attitude.

1. — L'assassinat de Pierre Overney a déclenché dans tout le pays un puissant mouvement de masse. Il a de nouveau mis en évidence l'ampleur de la répression patronale qui s'exerce sur des terrains multiples : licenciements, gardiennage armé des usines pour empêcher toute communication avec l'extérieur, accidents du travail et brimades en particulier pour les travailleurs immigrés.

Ce mouvement a également confirmé l'existence d'un potentiel révolutionnaire considérable, apparu lors de deux manifestations et des obsèques de Pierre Overney.

Il ne constitue pas pour autant une véritable force révolutionnaire unie et homogène. Les difficultés de la riposte ouvrière, en particulier chez Renault, montrent que la mobilisation des travailleurs ne peut se faire dans le cadre d'une simple révolte. Elle implique une stratégie révolutionnaire.

2. — Or la révolte de la jeunesse étudiante et travailleuse contre le système n'a pas trouvé jusqu'ici

de débouché politique. Son dégoût d'un régime qui tue, emprisonne et conduit à la misère dans les rapports sociaux se traduit surtout en termes de sensibilité. Ainsi l'écœurement compréhensible vis-à-vis de l'attitude prise par les directions du P.C. et de la C.G.T. peut se traduire non pas en termes de critique politique mais en un amalgame anti-communiste « Marchais-Marcellin » aussi dangereux pour le mouvement ouvrier que la campagne menée par le P.C.F. contre les gauchistes en les assimilant au pouvoir. Une telle réaction, loin de conduire à éclaircir la ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires, ne peut que créer la confusion sur l'objectif même d'une stratégie révolutionnaire.

3. — Aussi le P.S.U. s'est-il refusé à entériner la simple expression d'une révolte. Sa responsabilité est au contraire de la dépasser, d'abord en mettant en évidence ses causes du fait de la violence patronale, mais aussi en offrant à l'extrême-gauche d'autres perspectives politiques. Contrairement à une attitude qui fut souvent celle du P.S.U. dans ces dernières années, il faut être capable de dénoncer un certain nombre de mystifications : croire notamment que la répression patronale et policière et le poids du P.C.F. et de la C.G.T.

(1) Texte voté à l'unanimité par la D.P.N.

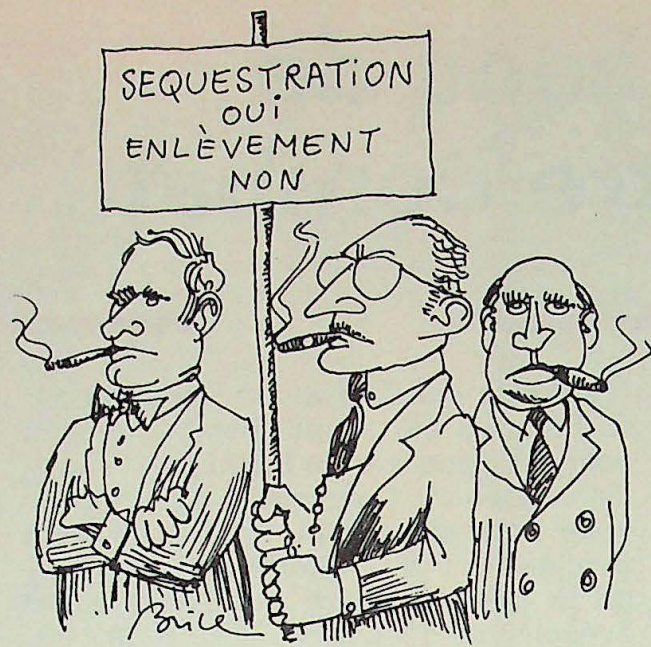
LE CENTRE D'ETUDES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES

organise une

Réunion le vendredi 17 mars, à 20 h 30, à La Mutualité, salle D, sur le thème :

« OU EN EST LA REVOLUTION CHINOISE ? »

Sont invités : D. Berger (P.S.U.), R. Bergeron, E. Terray (P.S.U.) et des représentants de la « Ligue communiste » et de « Révolution ».



empêchent à eux seuls la classe ouvrière de rejoindre le mouvement révolutionnaire, croire alors que des actes à vocation « exemplaire », fussent-ils ultra-minoritaires, suffiront à révéler une « vraie » classe ouvrière qui adhérerait spontanément aux perspectives de l'extrême-gauche. Cette analyse erronée et la stratégie qu'elle implique (dont l'enlèvement de R. Nogrette n'est qu'une conséquence) conduiraient à croire qu'il n'est pas possible d'opposer à la stratégie du P.C.F. de perspective fondée sur l'action collective des travailleurs. Au contraire, à nos yeux, une telle alternative existe. C'est ce qu'a mis en évidence le P.S.U. tout au long de ces derniers jours en recherchant, en fonction des propositions des organisations révolutionnaires, une action unitaire contre les milices patronales. Il l'a exprimé notamment dans un communiqué commun avec la plupart des organisations révolutionnaires, qui restituait l'enlèvement dans le contexte de la répression et des licenciements chez Renault, le condamnait comme une erreur politique grave et dénonçait l'attitude des directions du P.C. et de la C.G.T. dans cette situation.

4. — L'enlèvement de R. Nogrette (précisément chargé des licenciements à Renault), par le groupe de la Nouvelle résistance populaire, a constitué une rupture extrêmement grave de l'action qui avait été entreprise jusque là par l'ensemble des organisations révolutionnaires. Cet acte qui, selon ses auteurs, voulait mettre en évidence le problème des licenciements chez Renault, ne pouvait qu'aboutir au résultat inverse ; il a donné l'occasion au pouvoir de remettre en service son arsenal répressif, ce que la mobilisation après le meurtre de P. Overney rendait extrêmement difficile. Il a favorisé une véritable campagne d'intoxication dans la presse à l'occasion de cet enlèvement, lui permettant de masquer la véritable nature de la violence que le patronat fait peser quotidiennement sur les travailleurs.

Le P.S.U. a condamné cette erreur politique. Le Bureau national reconnaît que le premier communiqué qu'il a publié à cette occa-

sion, en ne rappelant pas le contexte répressif de chez Renault qui explique cet acte minoritaire et par l'ambiguïté des formules qui pouvaient laisser supposer un point de vue commun sur cette question avec les organisations réformistes, a permis à la presse, à la radio et à la télévision de faire croire à une condamnation commune de la violence révolutionnaire par tous les partis y compris le P.S.U. Le Bureau national a d'ailleurs précisé la position du parti dans des communiqués suivants en son nom ou avec des organisations révolutionnaires.

Cette prise de position publique entendait montrer clairement que le mouvement ouvrier doit se battre aujourd'hui dans de toutes autres perspectives et avec d'autres moyens que l'action ultra-minoritaire de certains groupes d'extrême-gauche. Refuser d'exprimer publiquement ce désaccord aurait constitué de la part du P.S.U. une attitude sentimentale mais extrêmement grave politiquement pour l'avenir d'une force révolutionnaire.

5. — Toute l'action doit porter maintenant, et c'est le sens de l'ensemble de notre attitude au cours de cette période vers la véritable offensive : montrer la vraie violence, la vraie « sauvagerie », celle de l'insécurité de l'emploi, des accidents du travail, des conditions de travail et de vie, en particulier des travailleurs immigrés. La mort de P. Overney a créé une prise de conscience massive. Il faut la renforcer et la prolonger. Mais il faut surtout la rapporter aux réalités de la condition ouvrière, sans accepter sentimentalement n'importe quelle forme de lutte. Nos objectifs dans cette période se trouvent concrétisés par la proposition de campagnes d'action au niveau national, au niveau des entreprises, et sur la Régie Renault.

Il s'agit en effet de nous donner les moyens non seulement d'obtenir la réintégration des licenciés de chez Renault et la libération des militants politiques emprisonnés après le meurtre de P. Overney, mais aussi de développer une lutte d'ensemble contre les milices patronales en particulier dans les entreprises de l'automobile.

Cette action ne doit pas se faire sur une base qui marginalise l'action du mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi, comme il l'a fait constamment depuis 15 ans, le P.S.U. invite l'ensemble des organisations politiques et syndicales anticapitalistes qui ont participé aux obsèques de P. Overney à se

joindre à ce combat. De la même façon nous appellerons le parti communiste et la C.G.T. à lever leurs exclusives extrêmement graves contre les militants révolutionnaires et à se joindre à ce combat unitaire contre la répression patronale appuyée par le pouvoir.

Propositions de la DPN

Afin d'étendre la lutte contre la violence patronale, le gardiennage armé et les licenciements, en particulier dans les entreprises de l'automobile et chez Renault, la D.P.N. propose une lutte à trois niveaux :

1. — Une action nationale contre les milices patronales dans les entreprises. Cette action serait lancée à l'occasion d'une journée nationale d'explication et d'action proposée par les organisations révolutionnaires dans une prochaine conférence de presse. Elle aura pour objet la création de comités de lutte contre la répression, appuyant la lutte des travailleurs au sein des entreprises. Des manifestations, des meetings, des commissions d'enquêtes traduiront ce soutien.

2. — Une campagne dans le secteur de l'automobile dirigée contre l'implantation des milices patronales et des syndicats fascistes comme la C.F.T. et le Syndicat national de l'automobile. Cette campagne utiliserait les moyens d'action évoqués plus haut pour le soutien à la lutte des travailleurs et se traduirait particulièrement au sein des entreprises par des grèves roulantes sur les chaînes de fabrication.

3. — Une lutte d'ampleur nationale sur Renault qui se traduirait outre les éléments relatifs à l'ensemble des entreprises, par les actions suivantes proposées par le groupe entreprise inter-Renault :

Partout dans l'usine, dans les quartiers, dans les foyers : création de Groupes d'Information Renault pour que l'on sache tout et que ceux qui savent puissent le dire à tous.

L'objectif : faire converger tous les faits vers une Commission d'enquête populaire nationale pour faire le procès de la répression à Renault.

Il faut répondre collectivement et du tac au tac au renforcement de l'appareil répressif :

— Pour les brimades : défilé dans l'usine et contre-fouille des « volants » ;

— Pour les pressions individuelles : le refus collectif d'accepter la « terreur Renault » ;

— Pour briser la paix sociale : préparons la riposte des travailleurs en refusant l'accentuation des cadences ;

— Pour unifier tous les travailleurs : lutte contre le racisme.

Travailleurs français, immigrés, tous unis dans cette lutte.

— Réintégration des camarades licenciés de Billancourt ;

— Expulsion des milices patronales de l'usine ;

— Application en France des accords acceptés à la Fiat ;

— Plus de fouille - plus de contrôle - plus de flics.

4. — Une campagne d'action du P.S.U. appuyée sur tous ces points par des tracts d'explication de cette lutte à la population, par un ou plusieurs numéros spéciaux de T.S. sous la responsabilité du B.N., de la C.N.E. et de militants P.S.U. de Renault dans la mesure où les fédérations s'engageront à en assurer financièrement la sortie. Enfin des meetings de soutien du P.S.U. devront être organisés à Paris et en province tout au long de cette campagne.

Votées à l'unanimité.

Motion interne

Il a été fait état dans la presse d'une motion interne sur des déclarations publiques contradictoires à celle du Bureau national. Pour éviter toute erreur d'interprétation, nous en publions ci-dessous le texte complet.

Plusieurs fédérations se sont inquiétées de la parution d'un communiqué signé de militants du P.S.U. qui désavouait celui du Bureau national après l'enlèvement de R. Nogrette. Cette déclaration a été largement exploitée dans la presse et à la radio.

La D.P.N. condamne fermement ces pratiques fractionnistes auxquelles se sont livrées la G.R. et d'autres militants de la région parisienne qui avaient soutenu le texte 5 lors du dernier congrès.

Pour mettre fin à cette situation inadmissible, la D.P.N. demande qu'un débat soit engagé dans tout le parti sur les questions que pose le respect de la démocratie interne. Elle souhaite qu'une libre discussion puisse s'engager entre des responsables de la G.R. et des membres de la direction nationale, pour que les positions réelles de la G.R. puissent être clarifiées et que son insertion dans le parti ou son organisation à l'extérieur soit précisée.

Adopté par : 33 pour, 29 contre et une abstention.

luttones internationales



L'Europe des voyous manipulés

Sur les 200.000 que nous étions aux obsèques de Pierre Overney, quelques-uns étaient venus spécialement d'Autriche, d'Allemagne ou de Suisse. Ils appartiennent à des groupes qui s'appellent Spartakus en Autriche et en Allemagne, Hydra en Suisse. Dans leur pays, tout ce que l'ordre établi peut compter de défenseurs essaye de les discréditer et de les couper de la population parce qu'ils représentent ce qu'il y avait de meilleur en mai 68 : la lutte contre le capitalisme.

Ce sont ceux qui, avec nos camarades de Strasbourg, son intervenus en décembre dernier, contre le patron de la Shuh Union A.G., exprimant toute la lutte des travailleurs contre les effets de la concentration internationale des entreprises.

Alors, et comme ils s'attaquent directement au pouvoir capitaliste, l'offensive contre eux devient beaucoup plus dure.

Le 18 juin dernier, ils avaient organisé une manifestation pour mobiliser la population contre le noyautage de l'armée et de la police autrichienne par d'anciens nazis et des néo-fascistes. Une contre-manifestation a été organisée par un officier d'active (c'est-à-dire avec la complicité du ministère de la Défense).

Depuis lors, deux explosions se sont produites au local du mouvement.

Willi, membre de Spartakus, qui était à Paris samedi, a été appelé dans l'armée : tout de suite, des arti-

cles ont été publiés, affirmant que Spartakus allait lancer des actions de commando sur la caserne où il se trouvait pour se procurer des armes. Menacé, Willi a demandé au Chancelier (« socialiste ») Kreisky, d'assurer sa sécurité. La réponse fut négative. La police, interrogée, répondit que s'il restait sage sa sécurité serait assurée.

N'ayant pas l'intention d'être plus « sage » que par le passé, Willi tira les conclusions logiques de la position de la police et décida d'interrompre son service militaire, et il écrivit une lettre au Chancelier Kreisky pour lui dire :

1. - Qu'il était obligé d'interrompre son service.

2. - Qu'il reprendrait sa place à la caserne quand elle serait nettoyée de ses éléments fascistes.

3. - Qu'il était pressé de poursuivre son service militaire, car il était en train de créer dans l'armée autrichienne des comités de soldats et qu'il voulait reprendre ce travail au plus vite.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que Spartakus et Hydra se soient retrouvés à Paris, solidaires de tous ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste, contre la répression, contre les milices armées. Grâce à eux, entre autres, cela commence à prendre forme, la solidarité entre les travailleurs d'Europe, et Marcellin va bientôt pouvoir parler à nouveau de complot international.

A propos de l'Irlande

Nous avons pu interviewer deux militants révolutionnaires irlandais de passage à Paris. Nous livrons ici une grande partie de l'entretien dont l'intérêt nous paraît évident.

Q. — La presse européenne, quand elle fait allusion à l'Irlande et aux luttes qui s'y mènent, parle toujours d'un conflit religieux qui opposerait catholiques et protestants. Qu'en est-il exactement ?

Charlie. — Non, bien sûr, ce n'est pas un conflit entre catholiques et protestants. C'est, d'une part, une lutte nationale contre l'impérialisme britannique, d'autre part une lutte sociale contre la bourgeoisie unioniste au nord, catholique au sud. L'aspect principal de la lutte étant, pour l'instant la lutte de la minorité catholique du nord contre l'armée britannique, principal support à la fois de la domination britannique et de la bourgeoisie protestante. Dans cette lutte, les protestants apparaissent unifiés, travailleurs et bourgeois. Cela tient au fait qu'il s'agit d'un peuplement protestant, imposé il y a quelques siècles par les Anglais. Un peu comme pour vous les Pieds Noirs en Algérie. Cette homogénéité relativement grande des protestants n'implique pas qu'il y a et ait eu des craquements. Au XIX^e siècle, par exemple, le mouvement des Irlandais unis regroupait des catholiques et des protestants. Pendant la crise économique des années 20 et 30 également, catholiques et protestants se trouvaient réunis contre le gouvernement de Stormont. Aujourd'hui, ces craquements existent. Ils se sont ma-

nifestés, par exemple, par la grève des dockers après l'intervention de l'armée britannique sur les quais.

Q. — Mais comment s'explique cette homogénéité des protestants ?

Peter. — Par un réflexe propre aux colonisateurs par rapport aux colonisés, d'autre part par le fait qu'ils aient toujours été privilégiés de façon à entretenir une division des travailleurs, et qui fait que ces travailleurs envisagent l'indépendance comme la perte de leurs privilèges. Enfin, ils sont encadrés par des ligues fascistes comme l'Ordre d'Orange, et ceci dès leur plus jeune âge, qui les tient d'autant plus que c'est l'Ordre d'Orange qui leur trouve logement et boulot. Mais il y a cependant un élément qui me semble important et qui montre que les travailleurs protestants n'ont pas complètement abdiqué toute conscience de classe, c'est qu'ils ont toujours refusé d'adhérer, à l'intérieur de leur entreprise, aux syndicats fascistes que la bourgeoisie unioniste essayait de leur imposer.

Question. — Quel est le point de la lutte actuellement dans le sud ?

Charlie. — Relativement endormi pendant longtemps, le sud semble se réveiller un peu actuellement, surtout après les atrocités perpétrées par les troupes britanniques, comme après Derry. Mais ce qui me semble déter-

minant aujourd'hui dans le sud, c'est les difficultés économiques qu'il commence à connaître et surtout l'entrée dans le Marché commun qui, en brisant les barrières douanières derrière lesquelles l'économie du sud arrive à vivre va provoquer des faillites et des perturbations sociales graves.

Q. — Pensez-vous qu'il y ait une différence politique nette entre les deux branches de l'I.R.A., les « provisionals » et les « officiels » ?

Peter. — Traditionnellement, on présente la branche « officielle » comme socialiste et d'inspiration marxiste, et la branche « provisoire » comme nationaliste. En fait, la scission ne s'est pas faite sur ces bases mais sur des bases plus complexes. En 69, après l'intervention extrêmement violente des unionistes et de l'armée britannique dans les quartiers catholiques, intervention qui avait trouvé l'I.R.A. incapable de défendre la population, l'I.R.A. officielle ayant alors comme tactique de s'allier avec les forces de gauche pour la conquête du Parlement, tactique qui impliquait l'abandon plus ou moins total de la lutte armée, après donc cette intervention une scission s'est faite sur la base de l'autodéfense des quartiers catholiques au nord afin de renouer avec la tradition de lutte armée anti-électorale. Au sud, au contraire, la scission s'est faite à partir de politiciens d'inspiration démocratique qui voyaient d'un très mauvais œil l'alliance qui commençait à se faire entre l'I.R.A. et le Parti communiste. C'est donc une scission à double aspect. De part et

d'autre, on trouve des éléments révolutionnaires.

Q. — Dans leur pratique, on peut donc les confondre ?

Charlie. — Oui. Les deux branches de l'I.R.A. soutiennent le mouvement de désobéissance civique sans que l'une ou l'autre l'impulse. A Belfast, l'I.R.A. « provisionals » contrôle un certain nombre de quartiers, les « officiels » d'autres. Ainsi, les « officiels » contrôlent Falls Road et les « provisionals » Ballymurphy Ardoyne, par exemple, etc. Mais leurs pratiques sont semblables. Peut-être peut-on dire que l'I.R.A. « provisionals » est plus offensive militairement.

Peter. — Oui, effectivement, les « provisionals » attaquent à la grenade, etc., un assez grand nombre de fois par jour, les troupes, alors que les « officiels » font surtout des actions de représailles après des atrocités commises par la troupe britannique.

Charlie. — Mais c'est un principe. En fait, les « officiels » sont amenés à mener le même type d'action que les « provisionals ».

Peter. — Oui. Mais les « provisionals » sont quand même ceux qui commettent le plus grand nombre d'attentats qui, contrairement à ce que dit la presse européenne, ne visent pas des cibles indiscriminées, mais des magasins et usines contrôlés par l'impérialisme britannique. Il faut noter à cet égard qu'il n'y a jamais eu des attentats visant les pubs...

Q. — Et cet attentat récent qui fit, dans un hôtel, quatre morts et plus de dix blessés ?

Peter. — Il s'agit probablement d'une action des services spéciaux de l'armée britannique destinée à maintenir la haine entre les deux communautés.

Q. — On peut donc parler de l'I.R.A. en général sans avoir à préciser de quelle branche il s'agit quand on se réfère à ce qui se passe concrètement en Irlande au niveau du déroulement même de la lutte ?

Charlie. — Exactement. C'est ce que font les gens en Irlande.

Q. — Pouvez-vous nous brosser un tableau de la lutte armée en Irlande ? Quels sont ses caractères particuliers ? Peut-on la ramener à la lutte de guérilla urbaine des Tupamaros en Uruguay, par exemple, ou est-ce autre chose ?

Charlie. — Le premier point à remarquer, c'est l'unité extrêmement forte de la population, unité qui rend la lutte armée possible. Cette unité est rendue possible à son tour par une multitude d'organisations politiques souvent indépendantes, mais unies dans le même projet : chasser les troupes britanniques, et pour une Irlande socialiste et réunifiée. Il y a une multitude de comités, certains créés à partir de l'I.R.A., mais la plupart créés spontanément par la population. Ce sont des comités de femmes, d'entraide, des comités sportifs, des comités de logement qui font que les gens se sentent solidaires les uns des autres, se connaissent...

Peter. — Cela crée une très grande autonomie du ghetto catholique. Sur le plan politique comme sur le plan économique. Les ghettos vivent en marge du système, de plus en plus complètement en marge. Ils forment des assemblées populaires désignées par la population sur la base de huit représentants par rue, quatre représentants adultes, deux hommes et deux femmes, quatre moins de vingt ans, deux garçons et deux filles. Ils ont, par ailleurs, leur propre police choisie parmi des volontaires, les vigilants, pour assurer l'autodéfense, prévenir les raids britanniques, les perquisitions, etc. Ils ont, sur le plan économique, également un système d'entraide. Comme il y a beaucoup de chômage, ceux qui gagnent un peu plus d'argent le répartissent entre tous les membres. Il se crée, enfin, des ateliers où des ouvriers un peu spécialisés partagent avec les autres leurs connaissances. A Derry comme à Belfast, la presse écrite est faite par et axée sur les quartiers. Elle diffuse des conseils militaires, des commentaires généraux mais, surtout, des choses extrêmement concrètes : bals, parties de pêche, humour, etc. En fait, le caractère dominant de tout cela, c'est l'autonomie politique, culturelle, économique des quartiers catholiques. Cette autonomie, cette tendance à l'autonomisation complète créent une excellente situation idéologique, les gens y apprennent à régler eux-mêmes leurs problèmes.

Q. — Quels sont les relations entre ces organisations et l'I.R.A. ?

Charlie. — L'I.R.A. assure la protection militaire de ces embryons de pouvoir populaire contre les raids incessants de l'armée britannique. Il y a encouragement et soutien de l'I.R.A. à toutes ces initiatives, sans qu'il y ait un type de relations masse-parti...

Peter. — Il n'y a pas courroie de transmission.

Charlie. — Les membres de l'I.R.A. ou du mouvement républicain qui ont des capacités comme entraîneur de foot, par exemple, ou comme chanteurs participent à ces organisations...

Il n'y a pas de noyautage. L'I.R.A. n'a pas la direction politique du mouvement. Il n'y a pas de direction politique mais coexistence de mouvements imbriqués les uns dans les autres, coordonnés sur le plan de l'action...

Charlie. — Cette autonomie politique permet de répondre à toutes les initiatives de la population. Mais c'est en même temps dangereux dans la mesure où cela prête le flanc à la récupération par des partis bourgeois comme le Labour Party et l'Eglise catholique, etc.

Peter. — Ce qui me paraît essentiel dans l'armée républicaine c'est qu'elle fonctionne comme armée d'un quartier dont elle assure la défense. Les gens se connaissent, depuis plusieurs générations souvent...

Q. — Il n'y a donc pas clandestinité des militaires de l'I.R.A. ?

Charlie. — Absolument. Certains sont clandestins, mais la plupart sont connus du quartier et tous les gens du quartier participent à la lutte armée. Les tireurs, les snippers de l'armée ne sont pas sur les toits des maisons mais installés tranquillement dans les maisons, derrière la fenêtre. Après l'attaque, ils disparaissent. Ils sont nourris, planqués, soignés par la population. La population prend une part active dans la lutte. Dans certains quartiers, les gens peignent les murs en blanc à hauteur d'homme, de façon que les soldats se détachent bien sur les murs...

Le fait que l'I.R.A. soit l'armée du quartier fait incontestablement sa force mais limite considérablement les actions proprement militaires. Pas d'opérations à armes lourdes, pas de concentrations des membres de l'I.R.A... Et cela implique et donne à la lutte armée un impact politique : créer l'insécurité des troupes, un vent de défaite, d'où le collage des tracts, tout un travail mené auprès des soldats en Angleterre même.

Peter. — Il ne s'agit pas, en fait, pour nous de vaincre militairement l'armée britannique. Ce qui serait un leurre, mais vaincre idéologiquement. Les pertes subies par l'armée britannique sont facilement épongeables. Aussi bien les pertes d'hommes que de matériel. A savoir si elle pourra surmonter l'impact de la lutte sur le plan idéologique. Il y a des désertions, par exemple, avec des armes même.

Q. — Ainsi, si on avait à dresser le portrait d'un militant de l'I.R.A., on aurait un... animateur...

Charlie. — Oui, ce qui est important, et contrairement à l'image qu'en donne la presse européenne, c'est que la lutte de l'I.R.A. s'appuie fondamentalement sur un tas d'initiatives créatrices des quartiers mêmes... Les gens ont maintenant un système propre qu'ils ont à défendre. Aussi l'I.R.A. n'apparaît pas comme une armée de terroristes mais bien comme l'armée du peuple.

Q. — Au début, comment cela s'est-il passé ? L'armée a-t-elle été le catalyseur des initiatives à la base ?

Peter. — Il y a eu un long travail politique. Mené par les Droits civiques la prise de conscience a débouché sur la nécessité de la lutte armée. Les Droits civiques sont pacifiques et ils ont été très violemment réprimés par les raids de fascistes protestants et de la police unioniste en 69...

Charlie. — Au début, les formes de militance de la P.D. (People Democracy), par exemple, étaient les mêmes qu'en Europe. Travail missionnaire en quelque sorte. Les étudiants quittaient les facs pour prêcher la bonne parole...

Mais les répressions de 69 ont transformé le mouvement...

Peter. — Et à partir de cette répression, la population s'est organisée d'elle-même.

Charlie. — Cela s'est passé en somme un peu comme en 68 en France où il y eut floraison de comités d'action, de quartier, etc. Nous avons, en plus, organisé notre autodéfense, ce qui a évité la reprise du pouvoir par les « gaullistes ».

Peter. — Comme s'il y avait eu alors des zones de repli. Des zones « libérées » où l'on vit en dehors du système.

Charlie. — Ce qui est important, c'est de bien voir cette autonomie des quartiers. Les militants suivent les masses beaucoup plus qu'ils ne les dirigent dans l'homogénéité du ghetto... La compréhension théorique du mouvement n'est pas extrêmement développée, mais la conscience des gens croît au fur et à mesure que leur forme d'organisation s'élabore, c'est-à-dire que toute la vie sociale s'organise de façon politique.

Charlie. — Les Anglais ne pourront pas, pour détruire les ghettos, employer des moyens comme la destruction systématique, par exemple... pour écraser la résistance du Bogside, du Creggan ou du Brandywell (quartier de Derry)... Il faudrait, pour venir à bout de la résistance, que les Anglais qui utilisent actuellement des lacrymogènes surpuissants, des balles en caoutchouc, utilisent des canons, des mortiers, etc., que politiquement ils ne peuvent pas utiliser.

Q. — L'avenir de la lutte ?

Peter. — C'est une lutte prolongée. Mais il y a le danger d'une solution de compromis qui se ferait sur le dos du peuple irlandais et de l'I.R.A., danger que dénonce Bernadette Delvin, un accord avec la bourgeoisie catholique du nord représentée par le S.D.L.P. (Labour Party), la bourgeoisie du sud.

Q. — Une récupération par l'impérialisme au détriment des secteurs réprimés des bourgeoisies catholiques et, surtout, protestantes ?

Peter. — C'est cela. Un certain nombre de réformes, on ne garderait en prison que les plus dangereux... Cela permettrait à l'impérialisme anglais de régner sur le nord et sur le sud.

Q. — La bourgeoisie du sud serait d'accord ?

Charlie. — Bien sûr, elle est toujours prête à traiter pour sauver ses intérêts.

Peter. — Oui, car ce qu'il y a de paradoxal, c'est que les gens qui vivent l'assemblée populaire et la démocratie directe et révolutionnaire tiennent à l'intérieur de ces structures un discours d'un réformisme bourgeois effarant... Leur pratique dépasse ici complètement leur discours... Ils envisagent, alors qu'ils vivent la démocratie révolutionnaire avancée, une démocratie bourgeoise avancée...

Charlie. — Oui. C'est la radicalisation de l'action politique et militaire qui fera échouer toute tentative de récupération. La question est nationale. La bourgeoisie, comme lors du traité de partition, jouera jusqu'au dernier moment un double jeu.

Q. — Donc, pas d'indépendance sans socialisme ?

Peter. — Exactement.

Propos recueillis par
Erick PESSIOT

Une interview exclusive de Woungly-Massaga, membre du Comité Révolutionnaire de l'Union des Populations du Cameroun

Pour un commando révolutionnaire africain

T.S. — Il semble que le régime camerounais ait de nouveau des soucis de maintien de l'ordre dans les régions de l'Ouest du Cameroun ; comment se présente la situation ?

R. — Quelques actions des maquis de l'ALNK ont en effet mis le régime de Yaoundé et ses forces armées en état d'alerte depuis le 1^{er} janvier dernier. Mais l'importance des incidents a résidé moins dans leur ampleur que dans le fait qu'ils ont traduit la volonté des populations de continuer à résister avec les armes au régime néo-colonial du traître Ahidjo. Bien qu'un fiasco ait été abattu et un camion intercepté et brûlé avec son chargement de café à Loum près de Nkongsamba, le but premier de ces actions est la mobilisation de la population. C'est d'ailleurs parce que cette dernière a encore manifesté à cette occasion son soutien constant aux maquis, c'est pour cela que les hommes du régime réagissent avec une certaine panique. La répression a immédiatement été déclenchée : neuf paysans ont été froidement assassinés et des têtes ont été exposées sur les places publiques comme d'habitude.

T.S. — Envisagez-vous un développement de la lutte armée dans un proche avenir ?

R. — Cela va dépendre en réalité des populations elles-mêmes, de la manière dont vont se développer leurs réactions vis-à-vis d'un régime de plus en plus incohérent et barbare.

Le retour aux travaux forcés

Le problème se pose d'abord au niveau des paysans. Comment va progresser leur prise de conscience face aux impôts d'Ahidjo ?

Comment vont-ils supporter l'aberrante restauration du régime des travaux forcés ? Le gouvernement Ahidjo a en effet prévu de doubler rapidement la fiscalité (il n'arrive plus à payer régulièrement les fonctionnaires dont certaines catégories ont actuellement trois mois ou plus de retard de paye), or les impôts étaient déjà accablants pour les paysans, à leur niveau de ces derniers temps. C'est précisément pour que les paysans ne puissent pas alléguer qu'ils n'ont pas assez d'argent pour les impôts que le système des travaux forcés vient d'être habilement rétabli.

Le progrès de la lutte va également dépendre du progrès de la mobilisation ouvrière. Les campagnes kamerunaises sont la base incontestable des activités des maquis. Mais nous avons constaté que l'apathie des villes, la non-utilisation optimale et adéquate de leurs réserves et de leurs potentialités révolutionnaires entraîne, dans les conditions de notre pays, le piétinement ou l'essoufflement de la guerre révolutionnaire dans son ensemble et même la régression des activités politiques progressistes dans le pays. Les grèves « sauvages » de Mars 1971 à Douala et Edea ont montré que cette mobilisation ouvrière contre le régime est en bonne voie.

Le chantage

Le développement de notre lutte va dépendre aussi de l'attitude de l'ensemble des éléments progressistes du pays. Ces derniers res-

sentent de plus en plus péniblement le fait que le régime du traître Ahidjo devienne une domination du Nord sur le reste du Kamerun, doublée d'une domination du Kamerun Oriental sur le Kamerun Occidental, le tout s'équilibrant provisoirement par des dosages tribalistes. Cela est clair dans les forces armées, cela est clair aussi dans l'organisation des services essentiels de l'Etat et du gouvernement, et jusque dans les remaniements ministériels. Avec ses intimes, Ahidjo ne cache même pas son grossier chantage : « C'est le Nord qui doit toujours commander, tant que le Nord commandera, il y aura « l'Unité nationale », sinon, ce sera la guerre civile ». La politique tschombiste d'Ahidjo est soutenue par les impérialistes qui veulent diviser notre pays, il y a des kamerunais qui la soutiennent aussi par régionalisme, et des gens qui, de l'extérieur, le font par « solidarité islamique ». Ce sont des attitudes profondément réactionnaires ; le traître Ahidjo ne représente pas plus une région du Kamerun qu'il ne représente l'Islam.

T.S. — Pensez-vous être en mesure de faire progresser votre lutte sans une frontière favorable ?

R. — Notre lutte a connu des phases de développement très net sans avoir jamais bénéficié d'un soutien logistique extérieur. Les frontières sont importantes, mais ne constituent pas l'essentiel dans une lutte révolutionnaire. Le problème réel et fondamental est celui de la mobilisation populaire : quand le peuple se mobilise largement dans la lutte, il est impossible de l'isoler du monde et toutes les frontières, envers et contre tous, deviennent des passoires.

On a prétendu à ce sujet que nous voulions faire régner un climat de tension et de guerre en

Afrique Centrale. C'est un grossier mensonge. En 1969, et dans le cadre de pourparlers sérieux avec l'ensemble de l'équipe dirigeante politique et militaire issue du coup d'Etat de 1968, pourparlers qui avaient évolué sous les auspices de trois pays progressistes frères et amis, nous avons donné au groupe Ngouabi l'assurance qu'il pouvait être tranquille, pour ce qui nous concerne, à propos des frontières Nord du Congo-Brazza. Cette assurance était d'autant plus ferme et sincère qu'elle s'adressait à des hommes qui se déclaraient animés des meilleures intentions révolutionnaires bien que leur marxisme-léninisme nous parût emprunté et de pure improvisation.

L'arrestation des réfugiés kamerunais à Brazzaville en 1971, peu après l'assassinat du Président Ernest Ouandié à Yaoundé, a été une inqualifiable fourberie perpétrée par des hommes qui, entre eux comme avec des tiers, n'ont ni parole, ni principes, ni politique et qui ne respectent aucun accord.

Cette opération contre-révolutionnaire préparée au niveau de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) a montré à quel point le « camarade Ngouabi » est actuellement manipulé notamment par le traître Ahidjo et par l'assassin de Lumumba, le sieur « Sese Seko Kubu-Ngbendu Wasa Banga » (coq-en-chaleur-qui-ne-laisse-aucune-poule-intacte) ex-Mobutu Joseph.

Nos camarades sont en prison depuis une dizaine de mois, le plan d'extradition prévu par le groupe Ngouabi s'étant heurté à des difficultés.

Evidemment, de tels faits tendent à prouver que le marxisme-léninisme dont il est question au Congo-Brazzaville est en passe de devenir pire qu'un simple folklore de mauvais goût. Tout ce que nous demandons au régime Ngouabi, c'est de libérer tous les réfugiés kamerunais et de garantir leur sécurité comme elle l'était dans ce pays. Nous ne sommes qu'un mouvement de libération pauvre et sans soutien de grandes puissances et qui mène une lutte assez dure pour ne pas rechercher d'autres difficultés : n'importe qui comprendra que nous n'avons aucun intérêt à nous transformer en mouvement d'opposition active au régime Ngouabi.

Au Congo-Brazzaville, ce n'est pas un problème de frontières qui se pose, mais bel et bien, de manière explosive, un problème de régime.

T.S. — Le niveau théorique de votre livre « L'Afrique bloquée : l'exemple du Kamerun » n'est-il pas élevé pour les masses de villages et des bidonvilles africains ?

R. — Le régime Ahidjo n'est certainement pas de cet avis, lui qui mobilise sa police pour essayer d'en empêcher à tout prix la diffusion.

Disons cependant qu'il existe de ce petit livre, une synthèse très simple d'une douzaine de pages à peine. Ce résumé est destiné au travail de masse et reprend le programme minimum de notre Parti et ses mots d'ordre actuels.

Le néo-colonialisme

Mais il faut s'entendre. La nécessité de faire le travail politique dans les masses avec des formules simples et claires s'impose à toute organisation dont l'objectif est de mobiliser les populations, de les entraîner dans la lutte. Mais ici, comme ailleurs, les simplifications du travail de propagande dans les masses ne dispensent pas le parti d'avoir des positions politiques solides. C'est une conception franchement réactionnaire de croire que les ouvriers et les paysans africains, parce qu'ils sont africains, doivent se mobiliser avec des formules naïves.

Les problèmes de la lutte contre le néo-colonialisme par exemple sont d'une indéniable complexité. Les ouvriers et paysans kamerunais sont actuellement maltraités par un régime « national » : par rapport à l'époque de la domination coloniale directe, ils doivent incontestablement accéder à une certaine forme de conscience de classe (dans un contexte où la différenciation sociale correspondant à une société de type capitaliste ne fait que s'esquisser, et où subsistent encore nettement les structures tribales et communautaires). La domination et l'exploitation étrangères, réelles, essentielles pour le régime, s'efforcent avec le plus grand soin de parvenir à une occultation presque totale de leur présence : les mécanismes subtils de la domination impérialiste doivent donc être mieux compris et mieux expliqués. Et puis, il y a le jeu international. Le peuple est observateur et vigilant ; lui proposer des schémas faussés c'est se vouer soi-même au ridicule et à l'échec. Il n'y a plus d'un côté les seuls colonialistes et leurs alliés de l'OTAN, incarnant le mal, et de l'autre, tout le monde progressiste, paré de toutes les qualités et incarnant tous nos idéaux. Ce n'est pas nous qui avons brisé ce manichéisme. Aujourd'hui, les fantoches se targuent devant les populations d'un soutien tangible politique et matériel de pays socialistes : ceux-là même que les premiers rudiments de politique anti-colonialiste désignaient comme d'irréductibles alliés du mouvement de libération. A tout cela, pour les populations, il faut des explications cohérentes et surtout véridiques : des révolutionnaires qui ne peuvent pas dire la vérité à leur peuple n'en sont pas.

En tout état de cause, nous avons déjà plus d'une raison d'être optimistes quant aux répercussions de la plaquette en question dans les bidonvilles puis dans les villages des campagnes africaines.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 29-30 - Nationalisations et révolutions.

Numéros disponibles :

N° 16 - Les travailleurs immigrés.

N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.

N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.

N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.

N° 24-25 - La police dans la lutte de classes

N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats »

N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

T.S. — Collaborez-vous avec d'autres mouvements révolutionnaires africains ?

R. — Nous essayons. Nous croyons qu'il y a deux conditions indispensables à l'avènement d'un régime réellement progressiste dans notre pays.

La première est que notre lutte soit effectivement liée de manière étroite au mouvement ouvrier et en exprime les aspirations. La seconde est que le progrès de cette lutte aille de pair avec le développement du mouvement ouvrier et révolutionnaire dans les autres pays africains. A notre sens, une stratégie strictement nationale et nationaliste de lutte contre le néo-colonialisme ou de « construction du socialisme » ne peut que conduire à l'échec.

Un commando interafricain

Le déblocage du processus révolutionnaire africain dépend pour une bonne part maintenant de la mise sur pied d'une organisation politique révolutionnaire africaine qui pourrait assurer une orientation commune, une coordination et une coopération étroites des divers fronts de lutte. Naturellement aucun Etat africain n'est actuellement en mesure de servir de support à une telle relance révolutionnaire ; mieux, cette dernière ne peut être conçue qu'indépendamment de toute tutelle étatique africaine ou étrangère. Nous ne croyons pas à la possibilité d'organiser une armée révolutionnaire continentale dans les conditions actuelles : lorsque nous voyons des régimes qui se proclament « d'avant-garde révolutionnaire » en Afrique, secoués de panique quand nous mettons pied sur leur sol, par crainte des pressions des fantoches de Yaoundé, nous ne pouvons que tenir cette idée, au moins pour le moment, pour une pure abstraction. Par contre, dans le cadre d'une coordination entre les différentes organisations et militants révolutionnaires africains, il est possible de mettre sur pied un commando révolutionnaire travaillant en petits groupes clandestins et mobiles, et pouvant appuyer les divers fronts par des actions adéquates. Un tel groupe para-militaire dépendant de l'organisation politique commune trouverait certainement un terrain de collaboration avec des organisations révolutionnaires du Moyen-Orient.

T.S. — Les travailleurs africains en Europe peuvent-ils à votre avis contribuer à la lutte anti-impérialiste en Afrique ?

R. — Ces travailleurs constituent sans aucun doute possible un précieux capital pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire africain. Nos difficultés de contact avec l'Europe, comme nous en avons aussi avec l'intérieur du pays, font malheureusement que nous ne pouvons leur témoigner tout l'intérêt

qu'ils méritent. Il nous semble que pour éviter l'aviilissement politique, les étudiants africains progressistes en Europe ont eux-mêmes intérêt à s'unir étroitement à ces travailleurs qui sont à côté d'eux, et auprès desquels ils devraient commencer à appliquer le grand mot d'ordre « d'aller vers les masses ».

Pour ce qui est de l'information nous sommes régulièrement tenus au courant des luttes des travailleurs africains en Europe. Ces luttes nous intéressent d'autant plus qu'en ce qui concerne les étudiants il semble que le niveau de vie de beaucoup, même parmi ceux qui se veulent de grands marxistes et des « prolétaires », soit en train de les placer aux antipodes de la révolution dont ils se réclament.

Les immigrés en Europe

Les efforts que déploient les travailleurs africains pour s'organiser et opposer une résistance ferme aux marchands de sommeil et lutter contre toutes les formes de surexploitation auxquelles sont soumis tous les travailleurs immigrés, ont une grande importance à nos yeux. Nous savons qu'il faut du courage et de la détermination pour déployer ces efforts et oser lutter malgré les pressions et les menaces d'une mafia coloniale qui, en France par exemple, a toujours pratiquement contrôlé le pouvoir d'Etat.

Les démocrates européens doivent d'abord manifester leur soutien à ces travailleurs dans ces luttes concrètes au lieu de vouloir préalablement leur donner des leçons de révolution ou leur chercher des poux. Nous avons constaté que les organisations des travailleurs africains en France par exemple, comme l'UGTSF de Sally Ndongo et la FETRANI, demeurent très attentives à l'évolution de la lutte anti-impérialiste en Afrique et n'hésitent pas à se comporter à cet égard d'une manière militante et engagée. A notre sens, ce qui importe, s'agissant de ces organisations et de leurs responsables, n'est pas qu'ils fassent du verbalisme révolutionnaire, mais qu'ils assument efficacement leurs responsabilités vis-à-vis des travailleurs africains en Europe et vis-à-vis des travailleurs africains en Europe et vis-à-vis de la lutte anti-impérialiste en Afrique. Nous souhaitons que les organisations et les hommes de gauche en Europe soutiennent activement les travailleurs africains dans cet esprit, et les aident à réaliser des projets comme celui de la création du Centre Patrice Lumumba dont l'importance ne peut échapper à aucun progressiste. Nous souhaitons aussi que les efforts d'organisation de ces travailleurs parviennent à regrouper tous ceux qui sont disséminés en Europe occidentale. La solidarité entre les travailleurs africains en Europe et les organisations africaines en lutte se renforcera certainement dans l'intérêt de l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire africain.

Interview recueillie par
B. RAVENEL



Adhérez et partez avec

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Pérou - Mexique - Chili

PEROU. « Connaître la vie du peuple péruvien, ou du moins essayer de l'imaginer en vivant avec lui chaque fois que nous le pouvons. Alors seulement nous pourrions comprendre les problèmes politiques, économiques, culturels qui se posent au Pérou. »

Trois départs :

1 mois en juillet.

1 mois en août.

2 mois sur juillet et août.

Transport A.R., à partir de 2.400 F.

MEXIQUE

Trois départs :

1 mois en juillet.

1 mois en août.

2 mois sur juillet et août.

Transport A.R., à partir de 1.650 F.

CHILI

Deux départs :

1 mois en juillet.

2 mois sur juillet et août.

En août : UN VOYAGE POUR MILITANTS POLITIQUES, D'UN MOIS
Un mois complet, tout compris :
4.200 F.

DÉCOUVERTE ET CULTURE

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e
Tél. : 325-00-09

Contre la violence, la violence

Dominique Nores

Coup sur coup deux pièces de Brecht viennent d'être montées et proposées au public parisien ou de la proche banlieue : **Sainte Jeanne des abattoirs** au T.N.P., et **Le Commerce de pain**, au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers.

Ces deux pièces sont très proches l'une de l'autre par leur sujet, par le contexte social qu'elles évoquent, par le choix des thèmes, et très différentes en même temps par leur facture et par leur mode d'insertion dans le combat social. Aussi leur rapprochement, fût-il fortuit, sur deux scènes parisiennes, est-il en lui-même un moyen de réflexion sur l'évolution du théâtre politique et sur les nouveaux champs d'action qui s'ouvrent à lui.

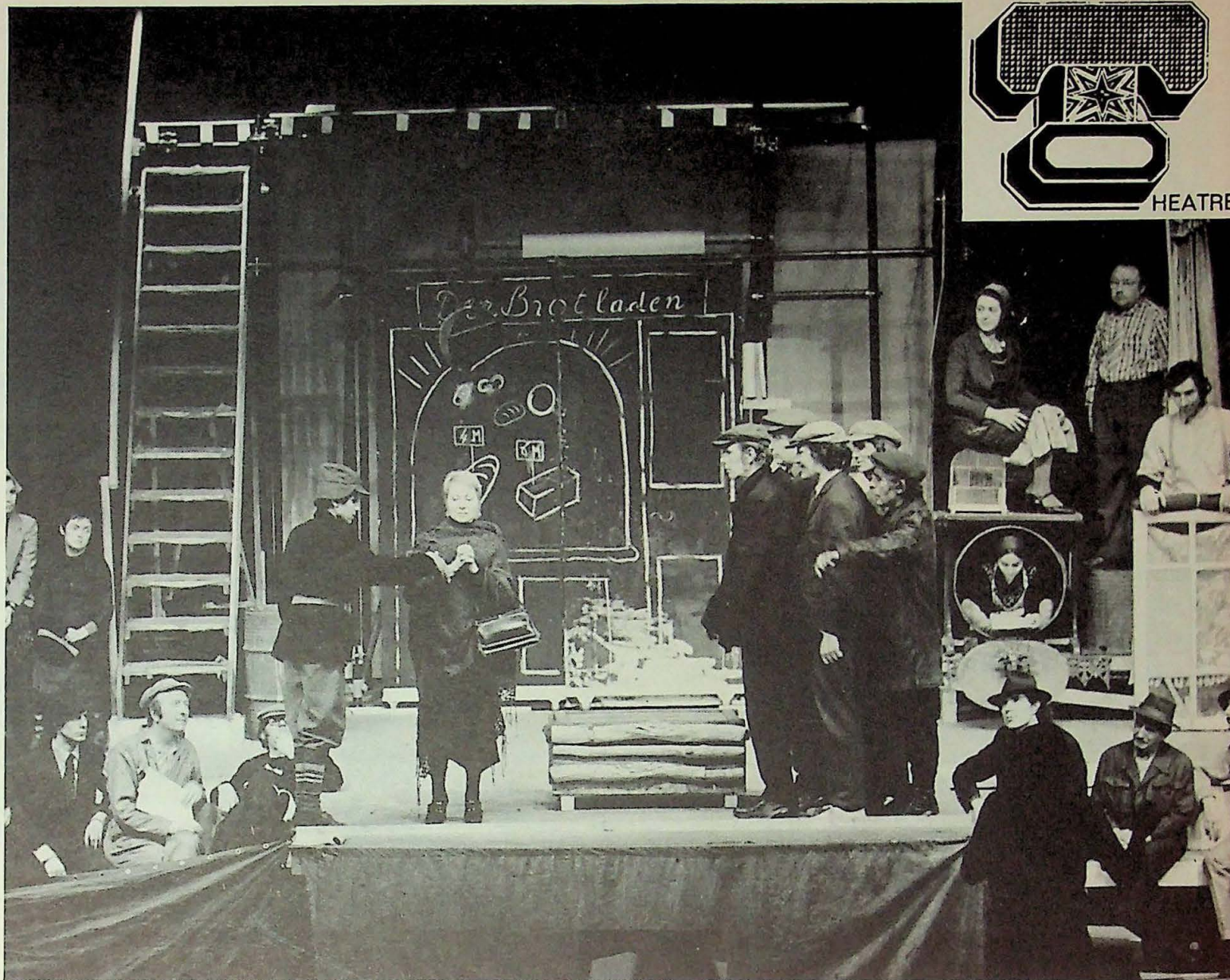
Les années terribles

Le rapport entre les deux pièces s'explique facilement. Elles sont nées du même mouvement créateur. Entre 1925 et 1930, c'est-à-dire dans la première période berlinoise de sa vie (il s'installe à Berlin en 1924 et doit quitter l'Allemagne en 1933), Brecht a mis sur pied toute une série de projets d'œuvres dramatiques qui devaient traiter du capitalisme et des formes brutales qu'il prenait dans les terribles moments que traversait alors l'Allemagne.

Certains de ces projets donnèrent rapidement vie à des pièces achevées. Ce fut le cas de **Sainte Jeanne des abattoirs**, écrite en 1930. D'autres, comme **Le Commerce de pain** auquel il avait beaucoup travaillé (cinq cents feuillets dactylographiés) restèrent à l'état d'ébauche jusqu'à ces dernières années où deux jeunes metteurs en scène du Berliner Ensemble, Manfred Karge et Matthias Langhoff en tirèrent une version scénique.

Les deux œuvres sont profondément imprégnées de l'atmosphère de l'Allemagne d'alors, qui sortait de sa crise propre de l'après-guerre pour entrer dans la crise financière mondiale de 1929.

Le sujet de **Sainte Jeanne des abattoirs**, c'est ce combat que livrent les grands industriels (ici, les industriels de viande en conserve de Chicago) pour survivre, c'est-à-dire pour étayer leur fortune sur la ruine des autres, la ruine des petits industriels sans crédits, des éleveurs contraints de vendre à perte, autant que sur la misère du peuple que les fluctuations du marché ferment ou rouvrant les usines, mais avec embauche diminuée, réduisant au chômage et à la famine.



Brecht : Le commerce de pain.

Le Commerce de pain prend la société un échelon au-dessous, au niveau du petit commerce. Si le marchand de bois, le marchand de journaux, le marchand de pain, n'hésitent pas à exploiter un jeune garçon et à jeter à la rue une veuve, mère de cinq enfants, c'est parce qu'ils vivent dans l'obsession constante de l'argent à gagner, de l'argent garant de leur sécurité. Admettre de ne pas toucher l'argent du loyer ou le bénéfice à tirer une pile de journaux, c'est risquer de ne pas pouvoir faire face aux échéances. Le spectacle de la faillite hante les petits commerçants qui voient devant leur porte les chômeurs battre le pavé. Le spectacle d'Aubervilliers marque nettement, en différenciant les groupes, les divers degrés de la dégringolade sociale : les petits patrons capables de tout pour garder les murs où ils continuent leur négoce (la boulangerie) ; au dessous, ceux qui ont encore du travail (les locataires, l'employé de la boulangerie) ; au dessous, les chômeurs, qui passent leur vie dans la rue pour se précipiter sur n'importe quel travail possible ; enfin, la veuve Queck, sans feu ni lieu, et qui, souriant à l'adversité, après avoir confié ses enfants à l'assistance, meurt de faim et de froid devant une boulangerie obstinément fermée.

Nécessité de la violence

De ces années terribles devait naître l'idée que Brecht a ensuite développée toute sa vie : non seulement la bonté individuelle ne sert à rien, mais elle est un handicap dans le combat social.

La bonté de la nouvelle Jeanne d'Arc mène au désastre parce que, ouverte à tous et marquée profondément par la morale chrétienne, elle ne sait pas choisir entre ceux qui ont véritablement besoin d'elle (les chômeurs qu'elle trahira, les empêchant de s'unir au moment décisif) et le profiteur Mauleur qui a de temps à autre des élans de générosité et de repentir.

Dans **Le Commerce de pain** le jeune Washington Meyer perd le petit kiosque à journaux qui le défendait du total dénuement parce qu'il ne supporte pas de laisser mourir des enfants dans la neige.

Cependant, à la différence de celle de Jeanne, sa bonté n'est préjudiciable qu'à lui. Quand, malgré ses efforts, la veuve Queck meurt d'inanition, il appelle les chômeurs à la révolte.

Il mourra dans l'attaque de la boulangerie, mais auparavant, comme **La Mère de Gorki**, réinventée par Brecht, il se sera fait expliquer les mécanismes de l'injustice et sa

courte vie aura témoigné pour la légitimité de la violence répondant à la violence, que le système social fait au plus grand nombre.

Expliciter les situations du monde réel

Le Commerce de pain représente donc, par rapport à **Sainte Jeanne des abattoirs**, un pas délibérément franchi par les disciples de Brecht.

Par sa forme, il cherche à répondre à un besoin du théâtre actuel : expliciter, en les saisissant de façon immédiate, les situations du monde réel.

Sainte Jeanne est une pièce écrite, et bien écrite. Mais, a cause peut-être de son fini, elle n'échappe pas au mouvement de récupération du théâtre de Brecht que tentent aujourd'hui ses spectateurs les plus réactionnaires.

La mise en scène de Guy Rétoré n'est pas à incriminer. Bien qu'un peu sage et laissant peu passer le lyrisme profond de l'œuvre, elle permet parfaitement de lire la pièce. Mais ainsi montre-t-elle à ses anciens détracteurs que Brecht est capable de faire de grandes œuvres, excitantes pour l'esprit — malgré ses idées politiques.

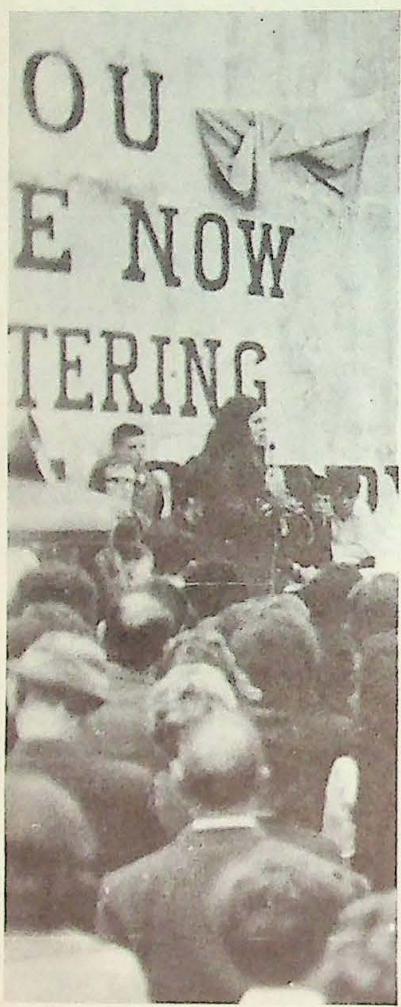
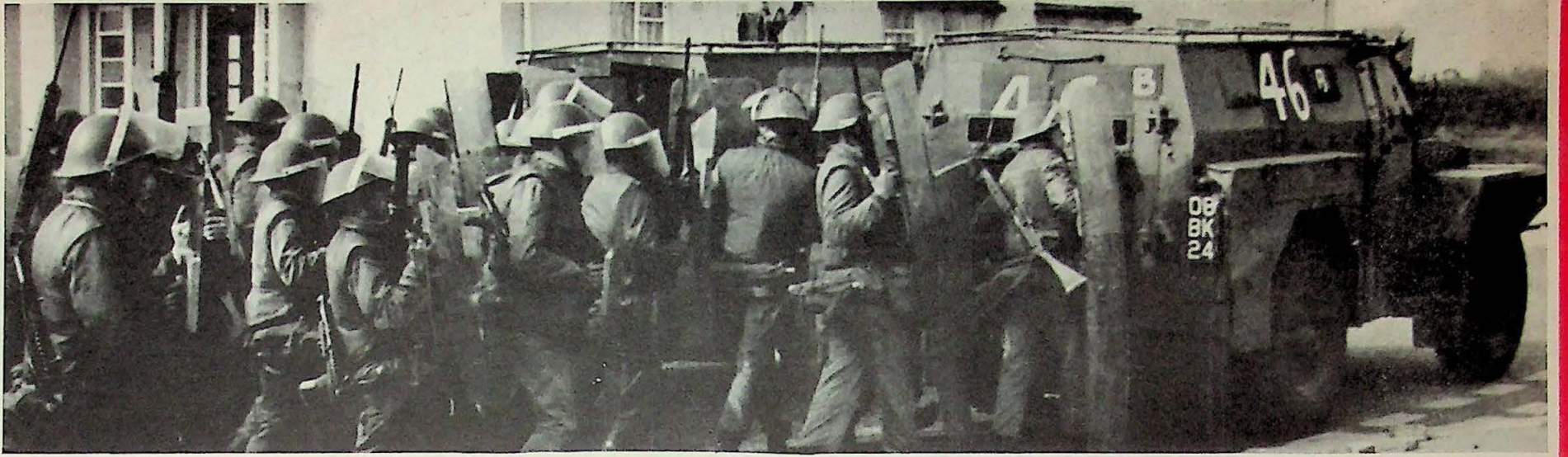
Dans **Le Commerce de pain**, au contraire, l'intention s'impose plus que le texte.

Le point de départ du travail est une note de Brecht : « Acteurs : chœur des chômeurs. Les chômeurs montrent la précarité de leur situation et confessent qu'ils ne connaissent pas les lois qui planent sur leurs têtes. » Devant l'usine fermée, ils vont donc improviser une pièce pour comprendre. En enseignant au jeune Washington Meyer le jeu social, et en le lui enseignant à propos de faits précis, ils l'amènent à préciser pour eux tous une position qui est une position politique.

Ainsi, pour tous ceux qui veulent utiliser le théâtre comme un moyen d'éclairer les conflits aux yeux de ceux-là mêmes qui y sont engagés, **Le Commerce de pain**, tel qu'il est représenté à Aubervilliers, est un modèle.

Ici, le sens du spectacle et ses intentions naissent de la qualité même du travail scénique. Dirigés par Karge et Langhoff, les comédiens français se sont très modestement mis à l'école du Berliner Ensemble, découvrant pour jouer Brecht une précision sans sécheresse, une sensibilité éclairante. Paule Annen d'abord une chômeuse quelconque jouant un rôle, puis, entrant avec son visage blanc, ses gestes timides et son grand sourire de résignation obstinée dans le comportement de la veuve Queck, domine la distribution. □





**On lira
en page 11
une interview
exclusive de
deux militants
révolutionnaires
irlandais**

